

# Vent de renouveau au FPI: ne pas tomber dans le piège des pêcheurs en eaux troubles

PAGE 3

N° 69167 du lundi 9 janvier 2017

Prix : 2500 FC

# Le Potentiel

Membre du réseau Médiat

35<sup>ème</sup> année

Éditeur  
GROUPE DE PRESSE

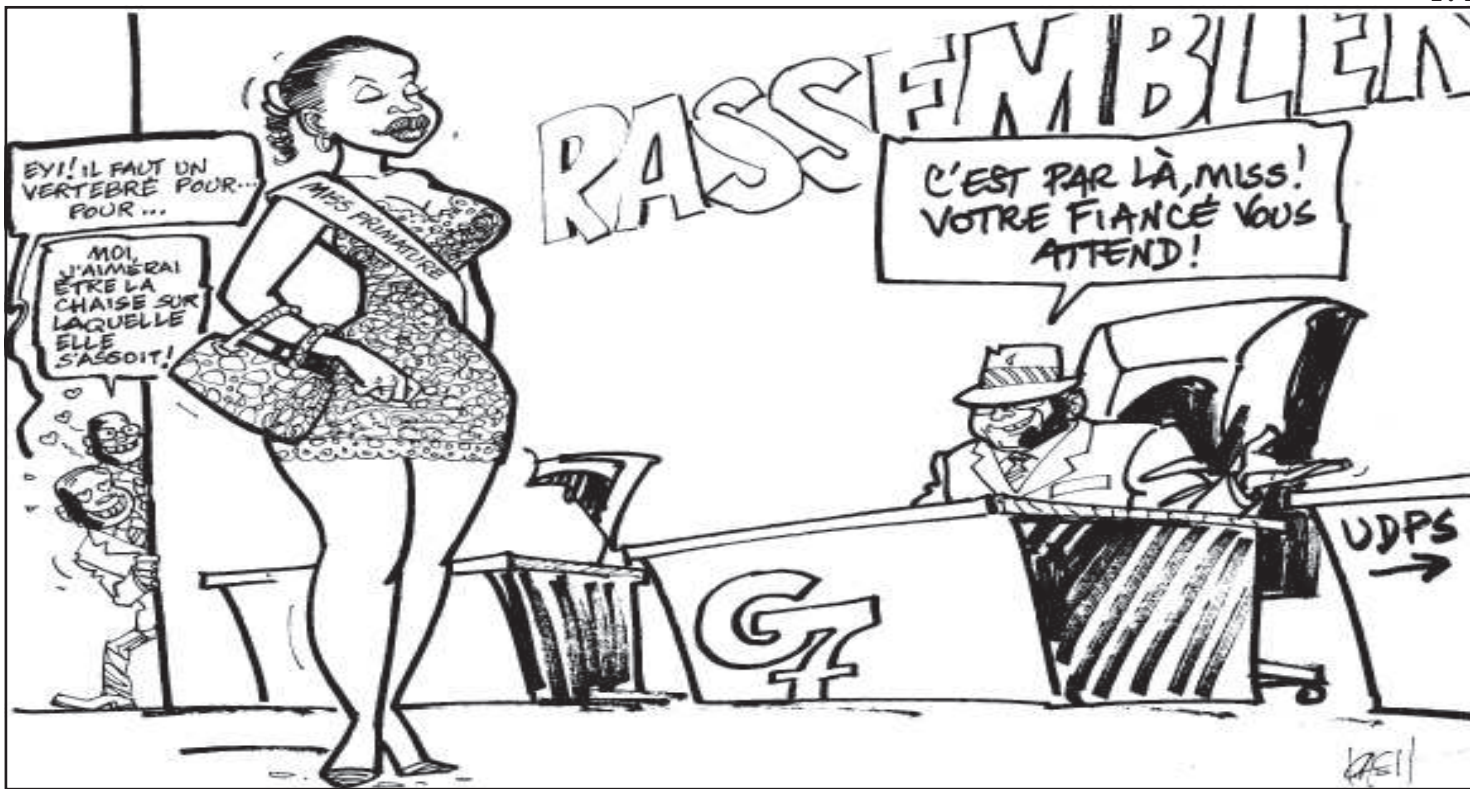


Siège social  
873, av. du Bas-Congo,  
Kinshasa - RD Congo

La passion d'informer sans passion

# Primature : le G7 soutient l'UDPS

P. 2



À haute voix

Aller de l'avant

LE POTENTIEL

L'accord politique issu des négociations de la cité de l'Union africaine a été un premier pas vers un compromis global et inclusif qui devait mettre tous les acteurs majeurs autour d'une table.  
(Suite à la page 2)

Gilbert Kiakwama : « l'heure est à la décrispation politique et à la consolidation de la paix »

PAGE 5

SUIVEZ RADIO 7 SUR 106.1 MHZ

## Sommaire

### La Une

Application de l'accord politique en RDC : l'espoir est permis  
PAGE 3

### Politique

La Case salue l'inclusivité de l'Accord de la Céncu  
PAGE 4

### Économie

Kinshasa : l'arrêt des travaux sur l'avenue By Pass perturbe davantage le trafic  
PAGE 6

### Forum

De la cité de l'UA au Centre Interdiocésain : du bonnet blanc au blanc bonnet  
PAGE 10

### Sports

Enfin, Trésor Mputu totalement libre  
PAGE 14

La RDC est un patrimoine commun à tous les Congolais

## A haute voix

## Aller de l'avant

(Suite de la page 1)

Cet accord a réuni la Majorité présidentielle, une minorité de l'Opposition congolaise et de la Société civile. Faute d'inclusivité, la communauté internationale a pris « acte » de cet accord mais, en même temps, elle a encouragé les acteurs politiques à trouver un compromis plus large dans le cadre d'un dialogue plus inclusif.

C'est tout le mérite des évêques membres de la CENCO qui ont pris leur bâton de pèlerin pour convaincre les signataires et les non-signataires de l'accord du 18 octobre dans le cadre d'un dialogue inclusif. L'accord du 31 décembre 2016 qui en est sorti est donc l'aboutissement d'un processus de dialogue dont la finalité est d'avoir une transition apaisée devant déboucher sur l'organisation d'un cycle complet des élections en commençant par la présidentielle.

Obtenu à l'issu d'âpres négociations, l'accord du Centre interdiocésain a été salué, à l'unanimité, par tous les partenaires de la RDC avec une seule recommandation : sa mise en œuvre en temps convenu. Le mérite de cet accord est non seulement d'éviter la résolution de la crise par la violence mais aussi de définir de manière consensuelle la gestion de la transition.

Tout étant déjà défini, rien ne peut justifier que les acteurs politiques, de quelque bord que ce soit, se lancent dans une campagne de sape contre ce compromis. Les crocs en jambes et tous les autres pièges tendus contre l'application de cet accord sont de nature à ternir l'image de la classe politique congolaise.

La nation congolaise, en premier, et la communauté internationale n'attendent que l'application du compromis trouvé. La RDC est face à plusieurs défis. Il faut organiser les premières élections à la fin de cette année 2017. Il y a l'économie nationale qu'il faut stabiliser et relancer. Il y a des régions encore agitées à l'Est du pays qu'il faut pacifier et des populations à sécuriser en vue de la tenue des élections. Les défis à lever étant de taille, les acteurs politiques congolais doivent aller de l'avant en appliquant l'accord du 31 décembre 2016. Il en va de l'avenir de tout un pays.

## Primature : le G7 soutient l'UDPS

À la conférence de presse du G7, samedi 7 janvier 2017, les médias s'attendaient à entendre des esprits revanchards. Erreur ! Ils ont eu plutôt affaire à des anges de la paix, prêchant la réconciliation facilitée désormais par l'Accord du 31 décembre 2016. Les échanges ont, tout naturellement, tourné autour des derniers points d'actualité. Il s'est agi, notamment, de la suite de l'Accord de la saint Sylvestre, considéré par tous les acteurs politiques comme « le cadeau au peuple congolais ». Il a aussi été question d'évoquer la primature qui attise tant de convoitises. Une primature qui, selon le G7, revient à l'UDPS pour plusieurs raisons. La décrispation politique et ses conséquences se sont également invitées. Et c'est avec aplomb et sincérité que le président en exercice du G7, Pierre Lumbi, a répondu aux questionnements du public, à travers les journalistes.

LE POTENTIEL

Ça ne pouvait pas tomber mieux pour l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Pressenti dans la course au poste de Premier ministre pour diriger le prochain gouvernement de transition à la suite de l'Accord du 31 décembre 2016, le parti d'Etienne Tshisekedi a reçu samedi 7 janvier, un soutien de taille. C'est l'appui du Groupe des 7 (G7) rassemblant d'anciens collaborateurs du président de la République, aujourd'hui dans l'opposition autour de l'ex-gouverneur Moïse Katumbi. « Il faut être doublement, voire triplement malhonnête pour ne pas reconnaître le poids sociologique, politique et historique de l'UDPS », a souligné l'ancien ministre des Infrastructures, Pierre Lumbi, président en exercice du G7. « Nous acceptons que l'UDPS propose un candidat au poste de Premier ministre », a-t-il déclaré.

L'Accord du 31 décembre prévoit que le prochain Premier ministre soit présenté par le Rassemblement de l'opposition, plateforme dont font partie l'UDPS, le G7, l'Alternance pour la République, la Dynamique de l'Opposition ainsi que d'autres formations politiques et sociales.

Au stade actuel, Pierre Lumbi reconnaît que le Rassemblement de l'opposition ne s'est pas encore officiellement prononcé sur la personnalité



Le président du G7, Pierre Lumbi, entouré des vice-présidents de la plate-forme.

qui devra occuper le poste de Premier ministre. « Je sais qu'il y a un certain nombre de camarades qui se sont déjà prononcés sur cette question de la Primature. Mais le Rassemblement n'a pas encore levé une option », note-t-il, ajoutant que le prochain Premier ministre doit être issu d'« un parti solide qui le porte ». « Nous espérons que tous les amis comprendront que nous avons intérêt à ce qu'un Premier ministre sorte d'un parti fort. Et le premier de ces partis, c'est l'UDPS », soutient le président du G7.

Pierre Lumbi souligne clairement que l'objectif du Rassemblement, c'est le respect de la Constitution et l'avènement d'une alternance démocratique au pays après 56 ans d'indépendance. La Primature est donc, selon lui, un moyen, une garantie pendant la transition pour atteindre cet objectif.

Même son de cloche du côté de l'Alternance pour la République (AR) qui aurait levé une option à l'issue d'une réunion samedi. Composé de fortes personnalités à l'image de Delly Sessanga ou encore d'Adam Bombole, l'AR devra

très prochainement rendre publique sa décision. Mais, selon un participant à la réunion, la plateforme a d'ores et déjà « dégagé une unanimité en faveur de l'UDPS ».

Au-delà, la position prise par ces deux plateformes, le soutien à l'UDPS pour la Primature est un signal fort pour démontrer l'unité préservée au sein du Rassemblement, désormais appelé à faire montre de maturité en interne sur des questions essentielles.

Reste à convaincre la Dynamique de l'opposition qui n'a pas, de manière informelle, caché son ambition d'occuper le poste. Même si le trio UDPS-G7-AR a de quoi diminuer sensiblement les chances des autres prétendants.

## DÉCRISPATION : LE RASSEMBLEMENT A FAIT SA PART

S'agissant de la décrispation politique, le président du G7 a estimé que le Rassemblement a fait sa part en refusant de donner le mot d'ordre pour le 19 décembre dernier, date marquant la fin constitutionnelle du second et dernier mandat du président

Joseph Kabila. Le camp de la Majorité « doit faire un effort pour gagner la paix », a fait savoir Pierre Lumbi.

Par ailleurs, le président du G7 reste confiant pour le retour de Moïse Katumbi. « Il est le premier « décrispateur » de la crise. Espérons que son cas sera réglé dans un plus bref délai », a-t-il indiqué en rappelant que ce dernier n'a pas voulu voir son cas constituer un obstacle de dernière minute à la signature de l'Accord.

Dans l'ensemble, le G7 se félicite de l'Accord du 31 décembre qui, selon lui, consacre la victoire du peuple congolais engagé à protéger sa Constitution. « L'essentiel de l'Accord est qu'il n'y ait pas de 3<sup>ème</sup> mandat et qu'on aille aux élections en 2017. Nous y croyons », a-t-il déclaré.

Quant aux autres questions pendantes découlant de l'Accord, Pierre Lumbi renvoie leur solution à l'Arrangement particulier. Un document important sur lequel travaillent actuellement toutes les parties prenantes, sous les auspices de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénc).

## Vent de renouveau au FPI: ne pas tomber dans le piège des pêcheurs en eaux troubles

**Un groupe d'agents du Fonds de promotion de l'industrie (FPI) se sont saisis des réunions d'immersion du Cercle de Kinshasa pour dénigrer et vilipender l'ancien directeur général, Constantin Mbengele. Patrice Kitebi, actuel directeur général, doit faire preuve de sagesse en évitant de tomber dans ce piège, au moment où un vent de renouveau souffle au FPI.**

**A**u Fonds de promotion de l'industrie (FPI), l'ère Mbengele se conjugue au passé depuis la nomination au poste de directeur général de Patrice Kitebi. Mais, à tout prendre, Constantin Mbengele a été pendant neuf ans aux commandes du FPI. C'est un record dans la vie de cette entreprise du portefeuille, fer de lance dans la promotion de l'industrie.

Aujourd'hui, un nouveau management s'est mis en place, avec de nouvelles méthodes et de nouveaux défis à relever. Pour insuffler sa nouvelle vision, l'on se souvient que le staff dirigeant du FPI venait de convier les directeurs centraux et provinciaux du FPI à une réflexion au Cercle de Kinshasa pour l'adoption d'une feuille de route.

Un diagnostic sévère a été fait par différents agents et cadres. Mais, loin de se limiter à la seule recherche des points forts et faibles de l'entreprise, la séance a été l'occasion pour certains agents et cadres du FPI de s'acharner sur Mbengele. Certains commentaires ont presque frisé l'injure contre l'ancien directeur général du FPI, a-t-on appris.

Dans les milieux de l'administration, le traitement infligé à Mbengele n'a pas été apprécié. Selon ses proches, l'homme n'a pas caché son dépit. Il a préféré plutôt garder le silence, tout en assumant son bilan. Les mêmes sources rapportent qu'en lieu et place de se lancer dans une campagne de diabolisation, l'homme exigerait plutôt respect et considéra-

tion pour tout le travail abattu au FPI.

« *Tout ce que Mbengele demande, c'est juste un minimum de respect pour tout ce qui a été fait pendant son mandat. Certes, il admet n'avoir pas tout fait, mais le personnel du FPI doit ne serait-ce qu'être reconnaissant pour la stabilité qui a caractérisé l'entreprise pendant son règne. Durant ces cinq dernières années, le FPI a été parmi les rares entreprises du portefeuille qui n'ont connu ni grève ni arriérés de salaires. Il ne faut donc pas profiter de son départ pour le vilipender comme c'était le cas pendant les réunions du Cercle de Kinshasa. C'est inacceptable* », a indiqué un expert de l'administration du Portefeuille, qui se dit proche de Mbengele.

Le cas de Mbengele n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Il soulève la question sur le respect et la considération dont doivent jouir les mandataires publics à la fin de leur mandat. Evidemment, la tâche revient aux mandataires publics, spécialement ceux en fonction, d'afficher à leur tour un comportement exemplaire.

### NE PAS TOMBER DANS LE PIÈGE

Pour le cas précis du FPI, Patrice Kitebi doit éviter d'être pris en otage par des agents qui n'ont pour seule motivation que de ternir l'image de son prédécesseur. Car, il ne faut pas oublier que les mêmes qui s'acharment aujourd'hui sur Mbengele se retourneront aussi sur Kitebi après



Patrice Kitebi

son passage au FPI. Par respect à la fonction, Kitebi ferait mieux de ne pas tomber dans le piège. Comme mandataire public, il revient à l'actuel directeur général du FPI de protéger l'image et la vie privée de tous ceux qui l'ont précédé à ce poste.

Aujourd'hui, le plus grand défi du FPI est celui de s'affirmer comme un vrai catalyseur de l'effort national d'industrialisation. C'est le défi qui attend Patrice Kitebi. Et ce n'est pas en se lançant, comme tentent de le faire certains agents du FPI, dans la diabolisation de neuf ans de gestion Mbengele que le FPI atteindra cet objectif.

Plus que jamais, le FPI a besoin de fédérer son personnel autour

de grands objectifs que s'est fixés le nouveau comité de gestion. Il s'agit de fédérer tout le monde autour de la nouvelle feuille de route sortie des discussions du Cercle de Kinshasa. La recherche du bouc émissaire ne va donc rien résoudre. Bien au contraire. Cette pratique d'un autre âge doit être bannie. Car, il risque de démobiliser le personnel et saper l'action du nouveau staff dirigeant.

Au FPI, l'heure n'est donc plus au scannage de manière éhontée de neuf ans de Mbengele. Le FPI a des défis à relever. Les injures et la diffamation contre les années Mbengele ne sont pas la voie appropriée pour y arriver.

LP

## Application de l'accord politique en RDC : l'espoir est permis

**E**n un peu moins d'une semaine après la signature de l'accord politique en République démocratique du Congo, les tractations se poursuivent. Il subsiste encore des points de divergences entre la majorité présidentielle qui émet des réserves et l'opposition réunie au sein du Rassemblement à qui échoit la primature. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que l'espoir est permis. Car le Front pour le respect de la Constitution dont le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba, est le chef de file, assure qu'il signera finalement l'accord. Même si, pour le moment, on ne sait pas quand exactement interviendra cette signature, l'engagement a été pris devant les évêques au cours d'une rencontre tenue hier, 5 janvier 2017.

Cela constitue une avancée significative quand on sait que le Front pour le respect de la Constitution avait, dans un premier temps, boudé l'accord politique de la Saint-Sylvestre. Il voulait que soit reconnu son rôle, no-



Les évêques membres de la CENCO

tamment au sein du comité de suivi de l'accord afin de servir de contre-poids au Rassemblement dirigé par Etienne Tshisekedi. D'autres sujets comme la fermeture de ses médias, la détention au secret de certains membres des mouvements citoyens dont Carbone Beni du mouvement Filimbi, et même le cas de son mentor Jean-Pierre Bemba incarcéré à la

Haye, ont été soulevés par le Front.

A toutes ces préoccupations, les prélats ont promis leur assistance « dans la mesure de leur capacité ». Passée cette étape, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) devra maintenant mettre un point d'honneur à convaincre le Premier ministre, Samy Badibanga et ses partisans qui menacent de bloquer le processus à deux niveaux.

Dans l'intérêt supérieur du peuple congolais, aucun sacrifice ne devrait être de trop.

En effet, non seulement le chef du gouvernement refuse de démissionner, mais aussi ses partisans pourraient refuser de voter en faveur du prochain gouvernement à l'Assemblée nationale. Mais, on en n'est pas encore là. Les évêques sont d'abord dans l'attente d'un rendez-vous avec le Premier ministre qui, on le sait, voit en cet accord politique, la fin des haricots. Mais cela ne devrait, en principe, pas constituer un argument valable. Car, dans l'intérêt supérieur du

peuple congolais, aucun sacrifice ne devrait être de trop.

C'est pourquoi le sieur Samy Badibanga se doit de reconsidérer sa position au risque même de se mettre à dos la communauté internationale qui suit de très près l'évolution de la situation sociopolitique en RDC. En témoigne cet appel du Conseil de sécurité des Nations unies qui enjoint les différentes parties d'appliquer rapidement et complètement l'accord prévoyant la cogestion du pays. Morceaux choisis : « *Le Conseil espère que l'accord sera mis en œuvre sans délai, en toute bonne foi et dans son intégralité, conformément à la Constitution congolaise* ». Gageons donc que ce cri du cœur de l'ONU qui a salué « l'esprit de souplesse » des acteurs politiques congolais, sera entendu. Il ne faut donc pas que les ambitions personnelles des uns et des autres prennent le pas sur l'intérêt supérieur du peuple congolais qui a déjà tant souffert le martyr.

LE PAYS/LP

## La Case salue l'inclusivité de l'Accord de la Céncó

**Les partis politiques de moindre envergure devront comprendre qu'après l'adhésion à l'Accord du 31 décembre 2016 de leurs homologues implantés sur tout le territoire national, tels que l'UDPS, le PPRD, l'UNC et le MLC, ils devront également s'aligner. Car la loi de la majorité relative au nombre de leurs militants sur l'étendue du territoire national l'emporte.**

OLIVIER DIOSO

La Commission africaine pour la supervision des élections (Case) a mené une étude sur l'implantation des partis politiques en République démocratique du Congo. Ceux qui sont solidement implantés sur le terrain, ayant des assises vraiment nationales, indique cette ONG, sont au nombre de quatre qui se sont distingués.

Il s'agit de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Étienne

Tshisekedi, du Parti du peuple pour la démocratie et le développement (PPRD) dont l'autorité morale est le président de la République, Joseph Kabila, de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, et du Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba. Étant donné que les responsables de ces partis politiques ont apposé leurs signatures sur le document de l'Accord de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó), « cet Accord est plus que jamais inclusif pour son applicabilité », souligne la Case. Qui fait remarquer que « les autres petits partis ne peuvent qu'être annexés parce que c'est la loi de la majorité. » Et de poursuivre : « Puisque la majorité des partis connus viennent d'adhérer à l'Accord, alors les autres petites formations politiques n'ont rien à dire. L'Accord est alors inclusif. »

Pour la Commission africaine pour la supervision des élections, cela permettrait aussi à la Commission électo-



rale nationale indépendante (Céni) de produire un calendrier électoral non seulement technique mais aussi permettant à ce que le gouvernement et les parties prenantes engagées en profitent en donnant les moyens qu'il faut pour l'organisation des élections dans les délais prescrits.

### TRADUCTION DE L'ACCORD DANS LES LANGUES NATIONALES

Dans le même registre, la Dynamique de l'opposition, membre du Rassemblement

des forces politiques et sociales acquises au changement, a réagi sur la mise en œuvre effective de l'Accord historique du Centre interdiocésain signé le 31 décembre 2016. Par le biais du modérateur de cette plateforme politique, Gilbert Kiakwama, elle a fait savoir le week-end dernier qu'« au moment où tous les acteurs politiques congolais, toutes tendances confondues, s'emploient à la mise en œuvre effective de l'Accord historique du centre

interdiocésain signé le 31 décembre 2016, la Dynamique de l'opposition félicite et remercie la Céncó pour son leadership exemplaire, son dévouement et sa patience et l'encourage à poursuivre sa mission de bons offices avec la même persévérance pour la mise en œuvre de cet Accord. »

Elle considère que « cet Accord constitue la seule source consensuelle de la légitimité de tous les acteurs des institutions de la période intérimaire et l'unique feuille de route, référence pour une sortie de crise apaisée devant permettre l'établissement et le fonctionnement régulier des institutions de la République. » Cela avant de « plaider pour la traduction rapide de l'Accord global et inclusif du Centre interdiocésain dans toutes les langues nationales » et de « demander au peuple congolais de s'en approprier et de veiller à ce que l'Accord soit respecté par tous et que les élections soient effectivement organisées dans notre pays, cette année. »

## Cinq questions à Hervé Ladsous (\*)

**1. En Centrafrique, trois soldats de la paix sont morts, dernièrement. Deux d'entre eux, des Casques bleus marocains, ont été tués après dans l'attaque d'un convoi près d'Obo, aux confins du Soudan du Sud. Est-ce un attentat de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony ?**

C'est une possibilité. Dans cette région, de l'extrême-Est de la République Centrafricaine, on sait que la LRA est active. Donc, on enquête. Mais je crois que ça illustre aussi plus généralement le fait qu'il y a eu multiplication d'incidents sécuritaires dans plusieurs parties de la République Centrafricaine et que les groupes armés, en fait, plus que jamais, il faut les désarmer. Ça doit être la priorité. C'est vraiment tout le programme de DDR [Désarmement, démobilisation et réinsertion] qui doit maintenant être activé.

**2. Au Soudan du Sud, Salva Kiir et Riek Machar sont toujours à couteaux tirés. Et plus grave encore, les combats s'étendent à la région de l'Équateur central. Est-ce**

**qu'on va vers de nouveaux massacres ?**

Le risque est très élevé en cette période de saison sèche, qui traditionnellement dans cette partie du monde est marquée par une recrudescence des hostilités. Et nous sommes d'une extrême vigilance. Ce conflit du Soudan du Sud, depuis qu'il a repris il y a exactement trois ans, a peut-être fait 60 000, 80 000 morts. Personne ne le sait en vérité. Mais c'est absolument lamentable et je dois dire que les dirigeants sud-soudanais portent une lourde responsabilité dans cette situation très grave. Riek Machar, l'ancien vice-président, leader de l'opposition, est en train de se faire soigner en Afrique du Sud. Mais clairement, le gouvernement de Juba lui a signifié qu'il n'avait pas sa place. Or c'est quand même une force politique qu'on ne peut pas purement et simplement traiter par préterition.

**3. En juillet 2016, sur la base d'un mémorandum que vous avez rédigé vous-même, le Conseil de sécurité de l'Onu a autorisé le déploiement de quelque 230 policiers de Burundi. Mais six mois**



**plus tard, ils ne sont toujours pas arrivés à Bujumbura alors qu'un rapport de l'Onu fait état de possibles crimes contre l'humanité ?**

Ce qui est vrai, c'est qu'effectivement, nous n'avons pas pu déployer aucun des 229 policiers dont le Conseil de sécurité avait demandé qu'ils soient mis en place dans un contexte qui, nous le savons, a été marqué par un certain nombre d'assassinats sommaires, de violations avérées des droits de l'Homme. Et c'est probablement pour cette raison que le gouvernement burundais n'a pas accepté leur déploiement. Mais la question reste totalement ouverte, bien sûr.

**4. Au Congo-Kinshasa, il y a eu une bonne nouvelle le 31 décembre, c'est cet accord pouvoir-oppo-**

**sition. Mais, par ailleurs, la Mission de l'Onu pour la stabilité en RD Congo, la Monusco, forme la police congolaise et le 19 décembre, elle lui a même livré de l'équipement dans l'Est, à Goma et Bukavu alors que cette même police a interpellé de nombreux civils dans le pays. Beaucoup vous accusent de soutenir les forces de sécurité alors que, selon le Haut Commissariat des droits de l'Homme, elles sont la première source d'insécurité ?**

Je crois que la première source d'insécurité dans l'Est de la République démocratique du Congo, ce sont les groupes armés. Alors, ceci étant, oui, il est exact que la police et l'armée, les forces armées congolaises n'ont pas toujours des comportements exemplaires et c'est à cela que nous travaillons, à les former dans le respect et notamment des droits de l'Homme. Et je précise que nous ne donnons jamais d'équipements létaux. Quand nous transférons quelques véhicules, il s'agit uniquement d'équipements pour gérer la sécurité au quotidien.

**5. Au Mali, l'insécurité s'étend au centre du pays dans la région de Mopti. Est-ce que la Mission de l'Onu au Mali, la Minusma, n'est pas débordée ?**

Je ne pense pas qu'on puisse dire que la Minusma est débordée, pas plus que ne le sont les militaires français de Barkhane dont je salue d'ailleurs au passage l'action. Je crois que la réalité, c'est qu'effectivement ces groupes armés étendent leur influence, en profitant du fait que les questions politiques de fond ne sont pas réglées. Cela fait un an et demi qu'ont été signés les accords d'Alger et la mise en œuvre ne s'est toujours pas concrétisée : la mise en place d'une administration intérimaire dans tout le Nord du Mali, l'organisation de patrouilles mixtes pour montrer aux populations que le gouvernement malien est de retour... Il n'y a rien de tout cela.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CHRISTOPHE BOISBOUVIER  
(RFI)

(\*) Secrétaire général adjoint de l'Onu des opérations de maintien de la paix

# Gilbert Kiakwama : « L'heure est à la décrispation politique et à la consolidation de la paix »

**Dans son franc parler, Gilbert Kiakwama, président national a.i de la Convention des démocrates chrétiens (CDC), modérateur de la plate-forme « Dynamique de l'opposition » et membre du Conseil des sages du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, donne sa lecture de l'Accord du 31 décembre 2016.**

Ci-dessous, l'intégralité de l'interview.

**L'opinion semble reconnaître une certaine agitation au sein du Rassemblement à propos de la désignation du Premier ministre. Qu'en dites-vous ?**

Il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Les pécheurs en eau trouble confondent sans doute la concertation au sein du Rassemblement à l'agitation. Une fois de plus, dans une coalition, il est normal et sain que le dialogue soit permanent. Le partenariat, pour être vrai et efficace, doit répondre, à mon humble avis, aux trois principes suivants. Premièrement, il doit y avoir toujours en son sein le respect mutuel. Deuxièmement, le dialogue doit être permanent. Et enfin, troisièmement, la représentation dans la décision.

**Jusqu'à ce jour, toutes les parties prenantes au dialogue politique national du Centre interdiocésain n'ont pas encore**

**signé l'Accord. Ne craignez-vous pas que son application pose d'épineux problèmes ?**

Vous insistez beaucoup sur le mot crainte. Il faut savoir positiver les choses. Je crois que nous, politiciens de la RDC, nous devons nous convaincre que ce pays appartient à l'ensemble de ses filles et fils. Et à ce titre, nous devons mettre des bouchées doubles pour qu'il y ait un apaisement. Nous avons le devoir de contribuer à la décrispation du climat politique. Et en cela, la responsabilité revient d'abord au pouvoir. Notre peuple a besoin de la paix, la concorde, la cohésion pour que nous puissions rebâtir ce pays. La décrispation sera un signal fort du pouvoir pour consolider la réconciliation. Aussi, lorsque l'on signe, on engage sa responsabilité. Il s'agit donc là du respect de la parole donnée. Lorsqu'on a négocié, on ne signe pas sous réserve sans spécifier le point concerné ou le paragraphe qui gêne.

**Croyez-vous que le Conseil national de suivi de l'Accord (CNSA) ainsi que le parlement pourront fonctionner sans conflits de compétence ?**

S'agissant de la mise en œuvre de cet Accord, le CNSA et le parlement ne se situent pas au même niveau et ne jouent pas le même rôle.

La reconduction des gouverneurs issus de la MP dans la territoriale ne



**Npm : Gilbert Kiakwama, Député national (Photo d'archives)**

pourra-t-elle pas constituer un frein au processus électoral ?

Notre Accord du Centre interdiocésain a résolu le problème de gouverneurs dans la territoriale. Toutes les institutions à mandat électif restent en place.

**À quand le prochain gouvernement ?**

En principe, d'ici la fin du mois de Janvier 2017, le nouveau gouvernement

issu de l'Accord global et inclusif du Centre interdiocésain sera mis en place.

Sous la médiation des évêques, les négociations en cours. Elles portent sur l'Arrangement particulier qui fixe, d'une part, la composition et la taille du gouvernement, le nombre de ministres autant que son articulation et, d'autre part, le chronogramme reprenant les délais et les dates de mise en œuvre de l'Accord que nous venons de signer.

**Quelle serait la mission essentielle de ce gouvernement ?**

Trois missions principales sont à inscrire dans l'agenda de ce gouvernement. Il est question de l'organisation des élections pour donner à la Nation un président, un parlement au plus tard en décembre 2017; de l'amélioration du social du Congolais en se préoccupant du panier de la ménagère et des services de base (soins de santé, eau, électricité, transport en commun, frais scolaires...); et de la mise en place des bases du redémarrage de notre économie en mettant de l'ordre dans les finances publiques et dans l'ensemble du circuit économique.

PROPOS RECUEILLIS PAR MÉDARD MUYAYA

## Tanganyika

### Les kits électoraux saisis par des groupes armés pygmées

Les groupes armés Nyumba-Isha et 7 sur 7, membres de la communauté des Pygmées, ont récupéré, vendredi 6 janvier, des kits électoraux dans les villages Ngombe Mwana, Mukimbo, Zaïre, Mwaluka et Mukomena, dans le territoire de Nyunzu, province du Tanganyika, rapporte la Société civile de Nyunzu. Cette information est confirmée par le secrétaire exécutif de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui revient de cette zone, renseigne le journal en ligne de Radio Okapi.

Ces groupes armés donnent des préalables avant de livrer ces kits emportés. Ils exigent notamment la fin de la présence des Forces armées de la RDC (FARDC) déployées dans la zone pour la sécurisation de ces kits et leur remplacement par les policiers.

Toujours, dans le cadre du déploiement des kits électoraux dans l'ex-province du Katanga, le secrétaire exécutif de la Céni, Stéphane Moma Kabondo, avait auparavant annoncé le déploiement d'une équipe de la Céni dans le secteur de Ngombe-Mwana, en compagnie des forces de l'ordre pour tenter de récupérer ces matériels d'enrôlement des électeurs. L'opération de déploiement des kits

électoraux commencée début novembre 2016, s'est poursuivie au cours du même mois à Kamina dans le Haut-Lomami, situé à 500 kilomètres de Lubumbashi. Environ six rotations des vols ont été effectuées, sur les neufs attendues. Ces opérations de déploiement concernaient également les provinces du Lualaba et du Tanganyika. Au total, quarante tonnes des kits électoraux étaient déjà déployés à Kamina. Parmi le matériel électoral, gardé à l'entrepôt de la base militaire de Kamina, l'on signale des kits d'enrôlement, des kits bureautiques, des kits de formulaires, des volets vierges, des cartes d'électeurs, etc.

Pour rappel également, c'est le président de la Céni, Corneille Nangaa, qui a acheminé le premier lot de matériel à Kamina.

Après avoir procédé au lancement de l'opération par l'enrôlement et la remise symbolique de la nouvelle carte électorale au gouverneur de la province, Corneille Nangaa avait appelé la population du Haut-Lomami à s'enrôler massivement. L'opération d'enrôlement avait été prévue le 30 novembre 2016.

C'est à partir de Kamina que ces kits ont été acheminés dans les provinces du Lualaba et du Tanganyika.

RO/LP

meilleurs vœux 2017

RAWBANK et son équipe vous remercient de votre confiance et vous adressent leurs vœux de plein succès pour cette nouvelle année 2017.

Votre fidélité est la clé de notre réussite.

VISA, MasterCard, MoneyGram, M-Pesa

Siège : 3487, Boulevard du 30 juin, Kinshasa, République Démocratique du Congo.  
Tél. +243 81 98 32 000  
www.rawbank.cd

RAWBANK is my bank.

f Rawbank t Rawbank sa

## Kinshasa : l'arrêt des travaux sur l'avenue Bypass perturbe davantage le trafic

**La voirie urbaine connaît des sérieux problèmes. Toutes les routes ou presque, sont délabrées. Du coup, il devient de plus en plus imprudent de rouler sur les routes de Kinshasa, au risque d'endommager son engin.**

**OLIVIER KAFORO**

Le trafic devient de plus en plus perturbé à Kinshasa, surtout pendant cette période de pluies. Et pour cause, le délabrement de la voirie urbaine. Dans le lot, le mauvais état de l'avenue Bypass, dans son tronçon compris entre le triangle de la cité verte (Mont-Ngafula) et la station Salongo (Lemba).

Et depuis près de deux mois, les travaux de réhabilitation de cette avenue est suspendue. A l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT), on indique que cet arrêt brusque des travaux s'explique par plusieurs obstacles.

Cette avenue revêt d'une importance non négligeable. Elle constitue l'une des principales voies qui mènent vers la province du Kongo central, nourricière de Kinshasa. Tous les usagers sensés se rendre au Kongo central sont obligés d'emprunter d'autres voies, causant parfois des embouteillages monstres.

Dans une interview accordée à Radio Okapi, le directeur général de



l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT), Charles-Médard Ilunga a affirmé que les agents commis à la réhabilitation de cette route ont rencontré plusieurs obstacles dans l'exécution des travaux.

Charles-Médard Ilunga a indiqué que la présence des tuyaux de la Régie de distribution d'eau (Regideso), des câbles souterrains de la Société nationale d'électricité (Snel) et de la fibre optique les empêche de poursuivre l'exécution des travaux.

« Au niveau du quartier Masanga-Mbila, il y a présence d'une grande tuyauterie de la Regideso sur la route. Ce qui fait que dans l'exécution des travaux les agents soient bloqués », a-t-il indiqué. Le directeur général de l'ACGT a ajouté que la

délocalisation de la station Cobil à Rond-point Ngaba constitue également un obstacle.

Pendant ce temps, avec les pluies qui inondent ces derniers jours la capitale, cette route est devenue complètement impraticable. Des trous béants et de la boue envahissent la chaussée, occasionnant ainsi des embouteillages monstres.

Quant au daleau défectueux jeté sur la rivière Kalamu au niveau du triangle campus, Charles-Médard Ilunga a annoncé la construction d'un nouveau pont.

Par ailleurs, l'Agence congolaise des grands travaux indique que les travaux d'asphaltage de la chaussée sur 8 km et 4 bandes seront entamés entre mars et mai 2017.

## Nord-Kivu : les travaux de réhabilitation du pont Semuliki n'ont pas toujours débuté

Les travaux de réhabilitation du pont Semuliki reliant la frontière de Kasindi-Lubiriha et les villes de Beni et Butembo n'ont pas toujours débuté, malgré l'arrivée des matériels en provenance de Kisangani (Tshopo). Selon Roger Malinga, conseiller technique du gouverneur du Nord-Kivu, le retard enregistré dans le démarrage des travaux est dû à la présence dans l'eau du véhicule poids lourd ayant occasionné l'effondrement de ce pont il y a une semaine. « Le pont qu'on avait commandé à Kisangani est déjà là, mais les techniciens nous ont dit qu'on ne peut pas lancer ou mettre ce pont avant qu'on puisse tirer ce véhicule qui se trouve encore sous l'eau. C'est comme ça que nous avons recouru à notre partenaire la MONUSCO pour donner quelques engins, quelques marchandises pour voir si c'est possible de tirer ce véhicule sous l'eau », indique Roger Malinga. Il indique que tous les efforts fournis n'ont pas permis de tirer ce véhicule. « Nous avons fait des essais, ça n'a pas tenu parce que le véhicule est encore chargé. Donc, il y a plus de 40 tonnes.

## Recours à l'emprunt public, l'un de bons choix pour financer le déficit public

En période de faible croissance, les rentrées fiscales s'amenuisent et les dépenses publiques augmentent, ce qui peut creuser un déficit public. Le recours à l'emprunt public peut être un choix plus intéressant lorsqu'un gouvernement souhaite financer ce déficit en vue de faire face aux dépenses publiques d'investissement. Les avantages sont nombreux par rapport au mode de financement fiscal. Préalable : mettre fin à l'incertitude politique qui compromet l'environnement économique. Le gouvernement congolais peut mettre en place une politique de hausse des prélèvements obligatoires pour financer le déficit public mais, cette politique serait aujourd'hui inappropriée et inefficace. De manière pratique, la hausse des prélèvements obligatoires réduirait les recettes publiques et, de ce fait, dégraderait la liquidité et la solvabilité de l'État. Ainsi, des impôts élevés diminuent les recettes de l'État par rapport à ce que des impôts modérés auraient pu lui apporter. Autrement dit, lorsque l'impôt est poussé trop loin, il détruit la base sur laquelle il porte, ce qui engendre une perte, non seulement pour les entreprises et les ménages mais, également, pour l'État, en matière de recettes fiscales.

## Opération « Jeudi sinistres » : la Sonas paye 117 dossiers en assurance automobile, vie et incendie

**RICH NGAPI**

Au début de cette nouvelle année, la Société nationale d'assurances (Sonas) maintient l'élan et poursuit, sans relâche, l'opération d'indemnisation des sinistrés, initié le jeudi de chaque semaine. Au cours de l'opération « Jeudi sinistre » du 5 janvier 2017, organisée à la direction générale, dans la commune de la Gombe, des agences de Kinshasa ont traité et payé 117 dossiers. Selon des précisions données par la direction en charge des sinistres, les dossiers payés se rapportent essentiellement aux assurances automobiles, vie et incendie.

La Direction générale a payé 90 dossiers ; les agences de Bandalungwa 1 dossier ; Beach Ngobila 1 dossier ; 30 Juin 6 dossiers ; Kingabwa 2 dossiers ; Kasa-Vubu 2 dossiers ; Ngaba 1 dossier ; Ngiri-Ngiri 3 dossiers ; Gombe 6 dossiers ; DGI/Gombe 2 dossiers et l'agence de Socimat a traité et payé 3 dossiers.

« Nous remercions l'ADG Carole Agito ainsi que toute l'équipe de la direction de la Sonas pour les efforts déployés dans l'indemnisation des sinistrés et nous l'encourageons à poursuivre le même élan cette année comme elle a fait l'année dernière », a déclaré un sinistré qui a saisi l'occasion pour inviter les propriétaires des

véhicules automoteurs à souscrire leurs assurances.

Entre-temps, la Sonas poursuit sa campagne de sensibilisation des propriétaires de véhicules automoteurs, les invitant à venir souscrire massivement et librement la police d'assurance automobile.

### PROCÉDURE À SUIVRE EN CAS D'ACCIDENT

Pour aider ses nombreux abonnés, la Société nationale d'assurances (Sonas) soumet à l'attention des conducteurs et propriétaires d'automobiles la procédure à suivre en cas d'accident.

En effet, après un accident, la première étape est celle de faire appel à un OPJ (Officier de police judiciaire) affecté à la police de circulation routière pour constater l'accident et veiller à ce que le PV soit établi conformément aux faits tels qu'ils se sont produits. La deuxième étape serait, en cas de collision avec un autre véhicule, vérifier au lieu d'accident si votre adversaire est assuré.

Au cas où vous causez des dommages corporels à une personne, il vous est recommandé de prendre en charge les premiers soins pour sauver la vie humaine et soulager la victime. Les frais engagés seront remboursés par la Sonas.

La troisième étape est celle de faire la déclaration d'accident dans les huit (8) jours qui suivent auprès de l'agence/Sonas la plus proche. Vous devez impérativement vous munir de votre preuve d'assurance. Attention : une fausse déclaration entraîne la déchéance de la garantie et des poursuites pénales.

La quatrième étape n'intervient qu'en cas d'exhibition de preuve d'assurance par votre adversaire, exigez de la Sonas qu'un numéro sinistre soit attribué à votre dossier et qu'il vous soit remis un accusé de réception précisant toutes les pièces requises pour la gestion de votre dossier.

La cinquième étape, enfin : dans le cas où vous êtes responsable de l'accident, orientez la (les) victime (s) vers l'agence/Sonas gestionnaire de son contrat pour sa prise en charge et, éventuellement, son indemnisation.

Si votre adversaire est responsable de l'accident, et que vous êtes assuré seulement en responsabilité civile, vérifiez si votre adversaire est assuré et l'inviter à respecter les différentes étapes prévues dans cette procédure. Lorsque votre adversaire, responsable de l'accident, n'est pas assuré, vous pouvez le poursuivre conformément au Code civil pour réparation.

## Une ONG en compagnie contre le phénomène "kuluna" à Kisenso

**En vue d'un développement de la ville de Kinshasa, une ONG dénommée "DRC Vision" appelle la jeunesse à se méfier des actes ignobles. Cependant, elle exhorte les jeunes filles et garçons à s'adonner à l'apprentissage des métiers.**

HERVÉ NTUMBA

Les jeunes des communes de Kisenso, Matete et Lemba sont appelés à faire fi des actes barbares visant à freiner le développement de leurs municipalités. La nouvelle a été annoncée, le week-end 7 janvier 2017, le coordonnateur de l'ONG "DRC Vision", Papy Mavoka, au cours d'un entretien avec la presse.

L'appel lancé, a-t-il dit, consiste à inciter la jeunesse de ces trois communes à se prendre en charge. Dans ce contexte, il exhorte les jeunes à s'inscrire dans des centres de formation qu'il a ouverts. Cela en vue d'aider les jeunes filles et garçons à apprendre les métiers permettant de booster leur vie socioéconomique.

En clair, Papy Mavoka s'inquiète du phénomène barbare communément appelé "kuluna" qui prend de



l'ampleur dans la ville de Kinshasa. Face à cette situation, il lance un vibrant appel à l'endroit des responsables des sous-commissariats de la police de proximité. Ce, dans le but de traquer tous ceux qui se livrent aux actes ignobles dans leurs munic-

palités. Raison pour laquelle il envisage des actions permettant de réduire la recrudescence du phénomène « kuluna ». Dans cette optique, il compte voir sa structure s'étendre sur toute l'étendue de la République.

Sur les mêmes lancées, le coor-

donnateur de DRC Vision fait savoir que son organisation s'engage à travailler en partenariat avec d'autres structures britanniques, dans le but de contribuer dans le développement socioéconomique de la ville de Kinshasa. A titre illustratif, DRC Vision a construit un certain nombre de centres de formation dans ces trois communes pour porter sa pierre le développement de la jeunesse kinoise.

### ENCOURAGEMENT À LA CENCO

Patriote, Papy Mavoka a, à cette occasion, encouragé les efforts déployés par les évêques catholiques dans l'accomplissement de la mission de bons offices leur est confiée par le président de la République. A cet effet, il a appelé les Kinois à la vigilance jusqu'à la mise en œuvre de l'accord signé au Centre interdiocésain. Il a, en outre, invité les politiques à prendre en compte les difficultés qu'éprouvent les jeunes congolais.

Créée en Grande-Bretagne à l'initiative de Papy Mavoka, il sied de noter que DRC Vision n'oriente son intervention, non seulement aux populations les plus démunies, mais aussi elle porte aussi des solutions aux problèmes de la société.

## Kasumbalesa : 16 cas de malnutrition sévère à la prison centrale de Musoshi

La malnutrition est l'une des causes majeures de morbidité et mortalité dans les prisons congolaises. La prison centrale de Musoshi-Kasumbalesa a enregistré 16 cas de malnutrition sévère parmi les détenus. La Société civile de Kasumbalesa dans la province du Haut-Katanga déplore 16 cas de malnutrition sévère enregistrés à la prison centrale de Musoshi-Kasumbalesa.

« Nous avons décelé seize cas de malnutrition très sévère au niveau de la prison de Musoshi-Kasumbalesa. Les détenus ont trop maigri et ils n'ont pas de force de se tenir debout. Ils ont témoigné qu'ils ne mangent pas. Au niveau de la prison, il n'y a pas de médicaments, il n'y a pas de dispensaire », affirme Mitonga Milambo, l'un des membres de la Société civile de Kasumbalesa.

Il demande aux autorités de la province du Haut-Katanga de veiller sur des cas des détenus de la prison de Kasumbalesa, où l'équipe de la Société civile qui s'y est rendue dit avoir constaté des négligences.

« Aussi demandons-nous qu'il soit ouvert un centre de santé au niveau de la prison, qu'il y ait des médicaments. Que les détenus puissent être soignés sur place au lieu de les transférer à l'hôpital et les laisser sans surveillance. On peut même amener des bandits, et à partir de l'hôpital, ils peuvent s'enfuir », propose Mitonga Milambo.



Selon le directeur de la prison centrale de Kasumbalesa, ces cas de

malnutrition sont dus à la sous-alimentation. Mais la prison vient de bénéfi-

cier du gouvernorat de province d'une ration alimentaire pour environ deux mois, précise-t-il.

### 22 DÉTENUS MORTS DE MALNUTRITION À MBANZANGUNGU

Le cas de la prison de Kasumbalesa n'est pas isolé. En juillet 2015, la prison centrale de Mbanza-Ngungu, dans le Kongo Central, avait enregistré la mort de 22 détenus des suites de malnutrition. L'inhumation de 17 de 22 détenus morts dans ce lieu carcéral essentiellement à cause de la malnutrition avait lieu le dimanche 5 juillet 2015.

A l'occasion, les organisations de défense des droits de l'Homme qui avaient livré cette information en affirmant que ces personnes étaient mortes depuis novembre 2014. La prison attendait l'aval des familles pour inhumer les cinq autres personnes.

L'administration pénitentiaire ainsi que la Société civile de Mbanza-Ngungu avaient salué le geste du gouvernement provincial qui avait pris en charge les funéraires et les inhumations.

Elles lui avaient demandé de revoir à la hausse l'allocation mensuelle de nourriture des prisonniers.

La Société civile estime que la malnutrition est l'une des causes majeures de décès dans cette maison carcérale.

## Kasaï : Ouverture d'un procès en flagrance d'un militaire pour dissipation des munitions à Tshikapa

**Nombreux sont ceux qui pensent que le regain d'insécurité à Tshikapa serait entretenu par certains officiers qui en tireraient dividende.**

La justice militaire de Tshikapa a ouvert, samedi 7 janvier, un procès en flagrance opposant l'auditeur militaire à un élément affecté à la garde d'un officier supérieur. En toile de fond, le crépitement des balles vendredi 6 janvier au Nganda Kabongo, dans la commune de Kanzala non loin du stade de football, renseigne 7sur7.cd

Des sources sur place renseignent que le militaire en question a semé la panique hier en début d'après-midi, en tirant plusieurs balles en l'air. Les mêmes sources révèlent que le militaire visait son chef dont il assure la garde. Au moment de son arrestation, le militaire criait à tue-tête en lingala: « Nakoloba... » (Je veux parler). Qu'allait-il dire? Les autorités de Tshikapa se perdent en conjectures !

Aussi, selon la source, depuis l'instauration du couvre-feu début décembre 2016, la population de Tshikapa vit des nuits agitées. Des hommes en tenues militaires et armés s'introduisent dans les maisons des particuliers et dévalisent tout à leur passage!

C'est le cas de la nuit du réveillon. La terrasse Taverne sur l'avenue de la mission a été pillée par des hommes en uniformes. À Kele (col-



Aéroport de Tshikapa.

line qui abrite 2 de 5 communes qui composent la ville de Tshikapa), un enseignant lutte avec la mort après avoir été blessé grièvement par les hommes identifiés comme des militaires. Le Conseil provincial de sécurité divisé

De sources proches du gouvernorat du Kasaï, il nous revient que la question de l'insécurité à Tshikapa divise le conseil provincial de sécurité. Lors du dernier conseil, le gouverneur Jean Marc Manyanga aurait proposé la levée du couvre-feu. Les autorités militaires s'y seraient opposées bruyamment. Un officier issu des rangs des militaires venus en renfort lors de l'incursion des miliciens du chef Kamuena Nsapu a manqué du respect au gouverneur. Alors qu'il ne s'exprime qu'en portugais, selon des témoins, il ne se serait pas mis debout à l'entrée du gouverneur dans la salle.

Nombreux sont ceux qui pensent que le regain d'insécurité à Tshikapa serait entretenu par certains officiers qui en tireraient dividende. C'est ce qui justifierait les propos du militaire arrêté.

La situation sécuritaire s'est dégradée davantage à Tshikapa dans la nouvelle province du Kasaï après l'incursion des miliciens du chef coutumier Kamuena Nsapu.

Ces insurgés sont des jeunes de moins de 18 ans qui se battent à l'aide de fétiches et qui prétendent être invulnérables aux balles d'armes de guerre.

LP/7SUR7.CD

## Nord-Kivu : les travaux de réhabilitation du pont Semuliki peinent à débuter

LP/RO

Les travaux de réhabilitation du pont Semuliki reliant la frontière de Kasindi-Lubiriha et les villes de Beni et Butembo n'ont pas toujours débuté, malgré l'arrivée des matériels en provenance de Kisangani (Tshopo).

Selon Roger Malinga, conseiller technique du gouverneur du Nord-Kivu, le retard enregistré dans le démarrage des travaux est dû à la présence, dans l'eau, du véhicule poids lourd ayant occasionné l'effondrement de ce pont il y a une semaine.

«Le pont qu'on avait commandé à Kisangani est déjà là, mais les techniciens nous ont dit qu'on ne peut pas lancer ou mettre ce pont avant qu'on puisse tirer ce véhicule qui se trouve encore sous l'eau. C'est comme ça que nous avons recouru à notre partenaire la MONUSCO pour donner quelques engins pour voir si c'est possible de tirer ce véhicule sous l'eau », indique Roger Malinga.

Il indique que tous les efforts fournis n'ont pas permis de tirer ce véhicule.



«Nous avons fait des essais, ça n'a pas tenu parce que le véhicule est encore chargé. Donc, il y a plus de 40 tonnes. Nous remercions la MONUSCO pour cet appui qu'on a obtenu, non seulement des véhicules mais aussi des techniciens», affirme le conseiller technique du gouverneur.

En attendant que le pont soit jeté, une pirogue et trois barques construites pour faire passer les voyageurs et les marchandises ont été mises en service depuis samedi 7 janvier.

Le gouverneur du Nord-Kivu indique que ce transport par barque est assuré par les particuliers en attendant l'arrivée sur place d'un canon rapide du gouvernement provincial. Julien Paluku précise que les discussions sont en cours avec les propriétaires de ces barques pour que cette traversée ne soit pas une charge pour la population.

Des voyageurs rencontrés au pont de Semuliki et qui venaient de traverser en barque après une heure d'attente ont indiqué que le passage coûtait 2000 FC (2 USD) pour la moto et 500FC par individu (0,5US).



**Kinshasa**

# Mort d'hommes, importants dégâts matériels : bilan de la pluie de vendredi

**Le problème de la voirie continue de se poser avec acuité à Kinshasa. À la tombée d'une pluie diluvienne, c'est la panique dans plusieurs familles à l'idée de perdre un membre de famille ou des biens.**

**FLORENT N'LUNDA N'SILU**

Une pluie, abondante et d'une rare violence, s'est abattue vendredi 6 janvier sur la ville de Kinshasa. Bilan : mort d'hommes, inondation des maisons et d'importants dégâts matériels enregistrés dans certaines communes.

Pas de surprise car nous annoncions au début de la saison des pluies, sans être prophète de malheur, que le drame était aux portes de la ville de Kinshasa. Nous fondions notre jugement sur le fait que, pendant la saison sèche, période jugée propice à l'exécution des travaux, les caniveaux et les rivières n'ont pas été curés, il n'y a pas eu construction des caniveaux dans des communes; bref, le problème de voirie et de drainage des eaux demeure entier et continue de se poser avec acuité.

La preuve a été donnée avec la pluie qui s'est abattue vendredi 6 janvier sur la capitale en fin d'après-midi.

Aucun bilan officiel n'a été communiqué. Seulement, selon le témoignage des habitants, trois morts ont été enregistrés dans la commune de Bumbu, deux à Ngaba, deux à Limete (quartiers Ndanu et Mombele) et un à Ngaliema. Dans cette dernière commune, le corps inerte d'un jeune homme d'une dizaine d'années portant un sous-vêtement, a été découvert dans le caniveau érigé sur la chaussée Laurent-Désiré Kabila (ex-Route de Matadi), à l'arrêt DGC, à

Binza/Ozone.

À noter que de nombreuses communes ont connu des inondations. C'est le cas de Limete, dans les quartiers Mombele et Ndanu.

Sur plusieurs avenues de la capitale, la circulation a été interrompue pendant plusieurs heures à la suite des inondations. Tel est le cas de l'avenue de Libération (ex-24 Novembre), au niveau du célèbre marché où sont vendus des essuie-mains, situé non loin du camp Lufungula de la Police nationale congolaise (PNC).

Aucun conducteur de véhicule n'a pris le risque d'emprunter cette artère pour éviter d'être immobilisé à la suite de la crue des eaux, devenue récurrente à cet endroit à la tombée d'une pluie diluvienne.

La pluie de vendredi dernier a montré les difficultés qu'endurent les conducteurs de véhicules qui se trouvent au centre-ville, qui est le centre des affaires et le siège des institutions publiques nationales et des organisations internationales, pour regagner leurs domiciles après une journée de travail. Où qui veulent y rentrer s'ils y habitent.

Devant ces difficultés, seuls l'avenue Poids Lourds et le Boulevard du 30 juin permettent aux conducteurs de véhicules de circuler pour atteindre leur destination sans trop de problème.

Le problème est, néanmoins, vécu par des piétons qui attendent des véhicules commis au transport en commun des personnes. Leurs conducteurs, surtout ceux des bus et taxis-bus, profitent de l'opportunité pour jouer sur la loi de l'offre et de la demande.

Créant la rareté de moyens de transport, les conducteurs font le « demi terrain », une pratique qui consiste à sectionner les parcours pour



gagner davantage de l'argent.

Cette pratique, œuvre des inciviques, se fait au vu et au su de tout le monde, y compris l'autorité compétente. Elle est souvent de mise quand il pleut dans la capitale dans les après-midi.

Les inondations enregistrées dans la capitale ont provoqué d'importants dégâts matériels dans de nombreux quartiers.

Notamment la perte de biens et des maisons des personnes qui habitent dans le long des rivières où l'eau est sortie de leur lit. Biens acquis, souvent, à la sueur de leur front. C'est le cas notamment de ceux qui habitent le long de la rivière Kalamu

qui, à la tombée d'une pluie diluvienne, endurent un véritable calvaire. La situation qui remonte à plusieurs années reste sans solution à ce jour.

La rivière Kalamu est transformée par des riverains en dépotoir, ils y déversent des immondices et des bouteilles en plastique au point que les eaux ont difficile à couler.

Le pont Bongolo, qui enjambe cette rivière, est souvent sous eaux lorsqu'il pleut abondamment, empêchant ainsi les conducteurs de véhicules de l'emprunter au risque de s'y embourber. Plusieurs bouteilles en plastique jetées par des inconnus ralentissent l'écoulement des eaux. Entasés, ils ne peuvent franchir le pont.

## De la cité de l'UA au Centre Interdiocésain : du bonnet blanc au blanc bonnet

Les déclarations que l'on enregistre dans l'opinion publique depuis la signature le 31 décembre 2016 du compromis politique dit « global et inclusif » du Centre interdiocésain de Kinshasa sont tout simplement euphoriques sinon anachroniques au regard de la réalité politique de crise que connaît notre pays. Car, au-delà de l'effet d'optique promotionnel qui le fait passer pour un dispositif « hors pairs », le crible de la raison fait ressortir une réalité différente qui nous amène à considérer que tout le travail de ce deuxième forum n'aura fondamentalement conduit qu'à une lecture au second degré de l'accord politique de la cité de l'Union Africaine du 18 octobre 2016.

La réalité première et finale, c'est que le transbordement méthodologique n'a pas été possible, le travail s'est opéré sur une même base. Le post-Kabilisme gradué s'est imposé à tous comme une variable insurmontable. Car, toute formule ou combinaison de sortie de crise devrait forcément intégrer la Majorité, qui était le « répondant commun ». Cette unité méthodologique nous verse dans un même moule et fait que le résultat final donne un blanc bonnet, bonnet blanc. « Tout le reste ne tient plus que de la forme et du positionnement politique ».

La question que je me pose est celle-ci : Fallait-il passer nécessairement par le sang des compatriotes pour produire « une copie figurée » que l'on présente aujourd'hui comme un dispositif convenable et insurmontable dans la résolution de cette crise ? Le positionnement politique nous pousserait-il jusqu'à sacrifier la vie des hommes et de femmes sur lesquels pourtant nous ambitionnons d'exercer le pouvoir ?

Rationnellement, l'accord de 31 décembre 2016 n'est qu'une copie réaménagée de l'accord du 18 octobre 2016, l'échelle de différence n'est qu'affective ou expressive. On peut rapidement énumérer les éléments de similitude ci-après.

Les sommaires sont identiques. A dire autrement, les matières traitées ont été les mêmes en dépit des tournures employées.

Le post-Kabilisme gradué a été le schéma cardinal dans les deux cas : « Le président en fonction reste en place... » (article 17 point (a) accord cité UA/Point II.2.1 premier tiret CID). Le Rassemblement et alliés ont déserté complètement leur méthode initiale.

Les autres institutions à mandat électif restent en place jusqu'à leur remplacement par des nouveaux animateurs élus (article 17 point (b) ac-

cord cité UA/ Point II. 2.2 tiret a, b, c CID).

Le principe de la cohabitation gouvernementale et l'instauration d'un gouvernement d'union nationale (article 17 point (c) accord cité UA/Point III.3.1 CID). La différence ici c'est que la primature est confiée à l'opposition ayant signé l'accord du 18 octobre 2016 dans le premier texte tandis que dans le second la primature est confiée à l'opposition non signataire de l'accord du 18 octobre.

Le principe de la refonte totale du fichier électoral (article 1<sup>er</sup>, §1 accord cité UA/Point IV.1 CID). Et de décembre 2017 à avril 2018 l'écart temporel pour l'organisation des élections n'est que de 4 mois soit 120 jours. Au Centre interdiocésain il n'a donc été question que de découpler certaines élections.

Mesures de décripation : impersonnelles dans l'accord du 18 octobre (Art 18 cité UA) et personnification des mesures de décripation avec les fameux cas emblématiques (point V.1 CID)

Institution du Comité de suivi du Dialogue CSD (article 21 accord cité UA) et du Conseil National de suivi de l'accord CNSA (Point IV.4 sixième tiret CID)

Tout ceci prouve à suffisance que l'accord du 18 octobre 2016 de-

meure le dispositif clé qui a permis de produire l'intelligence politique dans la gestion de cette crise. Une autre interprétation serait l'expression d'une malhonnêteté criante. Elle a la primeur de poser la gestion institutionnelle comme base de résolution de cette crise et donc de maintenir le contrôle politique du destin de l'Etat face aux périls d'une conflagration annoncée.

Un réaménagement grammatical et formel d'un accord ou compromis initial deviendrait-il une révolution au point de remodeler les équilibres difficilement instaurés ? Il est bien clair que la gestion de cette crise ne peut pas être entreprise dans une logique d'exclusion et la quête de l'inclusivité n'est pas synonyme de reconfiguration de l'espace politique pour défaire un groupe au profit d'un autre alors même que l'offre demeure identique et même qu'il s'agit d'une reproduction des efforts des premiers par les seconds. Cette façon de procéder porterait en elle-même les germes d'une division dont la république n'a pas besoin aujourd'hui. Les acquis du groupe de la cité de l'UA doivent être préservés sans pour autant minimiser la masse critique des nouveaux venus.

**PIERRE ANATOLE MATUSILA**

## Pour un processus budgétaire dans les normes

Quand bien même toutes les attentions sont tournées vers le dialogue du Centre Interdiocésain, avec l'urgence que l'on doit reconnaître au dialogue inclusif, l'actualité budgétaire n'en demeure pas moins urgente.

L'Assemblée Nationale ouvrait ce week-end du 17 décembre 2016 une session qui est consacrée essentiellement au Budget 2017. Le projet de ce Budget national est plafonné à 4 milliards de dollars américains, comme chacun le sait.

A ce sujet, n04S aimerions relever quelques aspects budgétaires à même d'expliquer les proportions si maigres des Budgets de la RDC depuis des lustres.

Selon les archives du Ministère du Budget, les Budgets de la RDC n'ont jamais atteint ne fut-ce que 10 milliards de dollars, depuis toujours. Et ce, pour un pays continent comme la RDC et en dépit de sa population qui se chiffre à des dizaines de millions d'habitants (70 millions). 4 milliards de dollars US seulement, c'est sans aucune passion, maigre et pré-occupant. En 1965, malgré les rebellions au Kwilu et à Fizi, le Budget de la RDC était de 6 milliards \$ us, pour une population de 11 millions à l'épo-

que, avec les 60% financés par le secteur agricole ...

D'abord, dans ce contexte de pauvreté transgénérationnelle comme en témoigne le DSCR II (Document stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté) de la RDC d'une part, et d'autres part, les thèses de Keynes, le volume du Budget devrait être à mesure de permettre au pays de retrouver son dynamisme économique et la justice sociale, si ce volume est suffisamment conséquent. Or, ces 4 milliards de dollars, même si le pays réussissait à les collecter effectivement, en face de 70 millions d'habitants et sur une superficie enclavée de 2.345.409 Km<sup>2</sup>, ne représentent pas grand-chose, ni comme investissements, ni comme rémunérations, et encore moins comme subvention aux opérateurs économiques. Bien sûr, au-delà de toutes les charges fixes de l'Etat, du reste ...

Ensuite, aujourd'hui la RDC a adhéré aux principes du Budget participatif conseillé par les Institutions de BrettonWoods (FMI et Banque Mondiale).

Qu'est-ce que le Budget participatif ? C'est le Budget qui, dans son processus d'élaboration, associe le

souverain primaire, à travers la société civile: préparation, élaboration, vote, exécution, et enfin et surtout contrôle.

Il se trouve cependant que quoique ratifiés, ces accords avec les Institutions de BrettonWoods, il y a près de cinq ans, souffrent encore d'une persistante non application aussi bien au niveau national que provincial, exception faite de deux tentatives au Nord et au Sud Kivu.

L'exercice de la budgétisation consiste à combler les virtuels écarts entre le voulu et le vécu. Chose qu'une seule composante de la Nation ne peut réaliser seule, fut-ce l'Exécutif. En plus que parmi les principes budgétaires en vigueur figure la sincérité. Qu'il s'agisse du budget général, des Budgets annexes, ou des Comptes spéciaux, la budgétisation doit se dérouler dans la transparence entre toutes les parties prenantes.

Enfin, en rapport avec la consolidation budgétaire, les décisions budgétaires et autres Edits en provinces auront beau être bien formulés, rien n'y fera, tant que les prestations en amont, c'est-à-dire la préparation et le vote n'auront pas été participatifs et transparents. Ces étapes

sont déterminantes pour l'efficacité d'un Budget, aussi bien dans son dimensionnement que dans sa mise en route.

Le comble pour la RDC, c'est donc le déficit chronique de transparence budgétaire. C'est dire que tant que l'on ne prendra pas en compte la Société Civile ainsi que les valeurs républicaines telles que la citoyenneté, l'équité, la redistribution, ainsi que de la justice sociale dans le processus budgétaire, la RDC ne pourra pas se libérer de l'arriération ainsi que de la dépendance qui la phagocytent depuis quelques générations bientôt. Pour preuve, ces récurrents micro budgets. A l'Inspection Nationale des Finances, aucun Rapport récent d'une mission de Contrôle budgétaire n'est prêt...

D'année en année les budgets se suivent et, malheureusement, se ressemblent.

Et comment, même avec le correctif budgétaire obtenu, le gouvernement de (Badibanga) rencontrera-t-il les nombreuses attentes de la population telles que religieusement énumérées dans son discours d'investiture devant la chambre basse ??

**ZACHARIE KOMBE M. PERO,**  
Analyste Financier.

## Tanzanie : 200 usines et 200 000 emplois avec l'aide de la Chine, dans les 3 prochaines années

En Tanzanie, durant les trois prochaines années, 200 usines seront implantées avec le soutien de la Chine. Ce plan d'envergure, est destiné à donner un nouveau souffle au secteur industriel tanzanien et à faire du pays, une nation industrialisée. Selon, les propos de Mindi Kasiga, la chargée de communications du Ministère tanzanien des Affaires étrangères et de la coopération est-africaine, rapportés par le DailyNews, les usines permettront de créer 200 000 emplois. Pour rappel, ce plan d'industrialisation de la Tanzanie s'inscrit dans le cadre de feuille de route du 6e Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) qui s'est déroulé en 2015 dans la ville sud-africaine, Johannesburg. Au cours de ladite rencontre, la Tanzanie a été choisie aux cotés de l'Éthiopie, du Kenya et de l'Afrique du Sud pour bénéficier du soutien de la Chine dans leur marche vers l'industrialisation. La Chine représente l'un des principaux investisseurs et partenaires commerciaux de la Tanzanie.

## La Tanzanie prospecte de nouveaux marchés touristiques pour passer à 3 millions de touristes en 2018

En Tanzanie, l'Office du Tourisme veut faire passer le nombre actuel d'arrivées de touristes de 1,14 million à 3 millions d'ici 2018. Pour y parvenir, le pays prévoit le lancement d'une importante campagne de marketing international qui permettra de gagner de nouveaux marchés, en l'occurrence ; l'Asie du Sud-Est, la rive du Pacifique et l'Amérique du Sud. Cette information a été confirmée par Thomas Mihayo, le président de l'Office du Tourisme tanzanien. Ce dernier a déclaré que le pays cherchait à attirer des touristes de Chine, d'Inde, de Russie, de Turquie, du Brésil et des Emirats Arabes Unis. Jusque-là, la Tanzanie dépendait essentiellement des marchés européens et américains. D'après Thomas Mihayo, la nouvelle stratégie de commercialisation et les autres initiatives de communication ciblant les nouveaux marchés, devraient permettre d'atteindre deux millions d'arrivées de touristes d'ici fin 2017. Cette augmentation d'arrivée de touristes permettrait de faire passer les recettes touristiques de 1,35 milliard de dollars à environ 2 milliards de dollars fin 2017.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

## Maroc : une guerre féroce entre les taxis

**Décidément les véhicules de transport avec chauffeur (VTC) ont du mal à s'implanter dans les grandes villes du monde au côté des taxis traditionnels. A Casablanca, la première ville économique marocaine, les taxis traditionnels ne jurent que par le départ de véhicules de transport avec chauffeur de cette ville. Les Chauffeurs de taxis se sont ligüés pour mener la vie dure aux VTC.**

AMK AVEC AFP

«Uber, c'est un transporteur dans le destin des temps modernes!» s'exclame Nordine. A Casablanca, capitale économique du Maroc, les taxis sont en guerre contre la société américaine de véhicules de transport avec chauffeur (VTC), source de controverses dans de nombreux pays. «Quand tu ouvres l'application Uber sur ton portable, tu vois leurs chauffeurs rôder autour de toi comme un virus», peste Nordine, la cinquantaine, assis sur le capot de son véhicule dans le centre grouillant de cette ville de 4,2 millions d'habitants.

«Et contre un virus, les antibiotiques ne suffisent pas, il faut des solutions radicales, leur tendre des pièges», assène-t-il. Des chauffeurs mécontents ont ainsi multiplié les opérations de force ces deux dernières semaines: se faisant passer pour des usagers lambda, ils ont commandé des Uber pour ensuite les encercler et les livrer aux policiers, sous le regard médusé des passants.

Car la société américaine est hors la loi à Casablanca depuis une décision de la préfecture d'août 2015, un mois après son lancement officiel.



Casablanca était alors la première ville du Maghreb et d'Afrique francophone où Uber s'était installée. La presse marocaine évoque des courses-poursuites, menaces et intimidations, les taxis semblant agir en auxiliaires de la police. Le tout ponctué du slogan «Uber dégage!», de plus en plus visible sur les vitres des taxis rouge tomate qui sillonnent Casablanca.

### LHORS LA LOI

La préfecture rappelle à l'AFP «qu'une société non autorisée est une société hors la loi». Les véhicules des contrevenants sont parfois mis en fourrière, leurs permis retirés, précisent des chauffeurs de taxis. Au Maroc, la gestion des taxis relève pour l'essentiel des préfectures. Le ministère des Transports et le gouvernement gardent pour l'instant le silence sur le sujet Uber.

La start-up, qui a continué d'opérer à Casablanca malgré l'interdiction conteste l'interprétation de la préfecture. «Nous sommes une société technologique qui met en relation usagers et conducteurs, et non

une société de transport», soutient la directrice générale d'Uber Maroc, Meryem Belqiz, interrogée par l'AFP. «Comme pour tout changement important, on trouve des résistances, mais avec le temps, les gens s'habituent aux nouveaux modes de consommation», poursuit-elle. Les derniers incidents sont le fait d'une «action isolée. Il n'y a pas eu de blessés, c'est plus du harcèlement», même si «les chauffeurs d'Uber sont un peu secoués», assure-t-elle en disant étudier «toutes les mesures pour les protéger». «Tous les taxis ne sont pas contre Uber», poursuit-elle. «Nous avons à ce jour intégré 250 taxis sur notre plateforme et on continue de le faire. (...) Nous discutons avec les autorités, il y a un vide juridique qu'il faut clarifier», argumente Mme Belqiz, qui refuse de communiquer le nombre de ses chauffeurs ou le chiffre d'affaires.

Il y a «une forte croissance de la demande» au Maroc, avec plus de 15.000 utilisateurs uniques d'Uber durant les trois derniers mois, se borne-t-elle à préciser.

## Premier aperçu du nouveau clavier du téléphone intelligent BlackBerry au CES

Les nouvelles fonctionnalités du BlackBerry se basent sur la sécurité, la productivité et la fiabilité. Communication Technology Holdings Ltd. («TCL Communication») a offert aujourd'hui un premier aperçu du nouveau clavier haut de gamme de son téléphone intelligent BlackBerry à l'International Consumer Electronics Show (CES). C'est le premier produit de l'accord de licence à long terme avec BlackBerry englobant la marque et le logiciel de sécurité.

Le nouveau téléphone intelligent BlackBerry a été conçu en gardant l'esprit trois fonctionnalités principales : la sécurité, la productivité et la fiabilité.

Il se fonde sur une sécurité mobile et une expertise logicielle inégalées afin d'offrir la sécurité la plus complète disponible pour un téléphone intelligent Android. Le clavier BlackBerry distinctif et un certain nombre d'applications, telles que Hub+, fournissent sa productivité pour les utilisateurs

d'entreprises et les utilisateurs professionnels. Et grâce à l'excellence de la conception du matériel, il dispose d'une véritable durabilité.

«Chez TCL Communication, nous nous engageons à créer les meilleurs produits BlackBerry pour les consommateurs et les utilisateurs d'entreprise», a déclaré Nicolas Zibell, le président directeur général de TCL Communication.

Bien que le nom et les derniers détails du nouveau téléphone intelligent BlackBerry seront divulgués officiellement au Mobile World Congress 2017 à Barcelone le mois prochain (veuillez contacter GlobalPR@tcl.com pour réserver un exposé pratique). M. Zibell a articulé sa vision vers un investissement à long terme dans un portefeuille de produits de la marque BlackBerry au CES, «grâce à la plateforme logicielle du téléphone intelligent BlackBerry, ce partenariat va créer les produits Android les plus sûrs».

Le nouveau BlackBerry, qui sera disponible au début de l'année 2017, offre des fonctionnalités haut de gamme exceptionnelles, dont : Clavier : Le clavier intelligent le plus avancé au monde à ce jour : sensible au toucher avec des fonctionnalités de saisie prédictive personnalisée selon votre style d'écriture et vos préférences de langue ; Tactile : Les touches polies haute brillance imitent la finition de l'écran d'affichage. Cela se traduit par un design poli unique sur le devant de l'appareil ; Sécurité : La sécurité de l'appareil intégrée depuis le début en utilisant le logiciel très fiable de sécurité BlackBerry est mise à jour en temps réel pour assurer la meilleure protection pour vos données d'entreprise et personnelles ; Android : Android à 100 % pour accéder à toutes vos applications et données et à l'ensemble de l'écosystème Android et à de mises à jour du système d'exploitation.

AFRIQUE EXPANSION/LP

## Côte d'Ivoire : le président accède aux revendications des mutins

**Le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé, samedi 7 janvier, avoir donné son accord aux revendications de certains soldats à l'origine de mutineries, qui se sont étendues dans de grandes villes du pays, dont Abidjan. Lors d'une allocution télévisée, le chef de l'Etat a expliqué avoir pris en compte les demandes relatives « aux primes et à l'amélioration des conditions de vie ». Il a également demandé « à tous les soldats de regagner leurs casernes pour permettre l'exécution de ces décisions dans le calme ».**

Conseil des ministres à Abidjan, rencontre avec les mutins à Bouaké. Un conseil des ministres extraordinaire avait démarré samedi en fin de journée à Abidjan, au retour de M. Ouattara, qui était en déplacement au Ghana pour assister à l'investiture du nouveau président, Akufo-Addo. A Bouaké, dans le centre du pays, le ministre de la défense Alain Richard Donwahi s'est entretenu dans la journée avec les représentants des mutins. Selon un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) sur place, les militaires se sont mis en colère et l'ont empêché, ainsi que sa délégation, de quitter la résidence du sous-préfet en tirant des rafales de Kalachnikov et des armes lourdes. Il a fini par être libéré vers 23 heures. Ni le ministre ni les représentants des mutins n'ont fait de déclaration à leur sortie. Après sa libération, les militaires ont levé les barrages interdisant l'entrée dans Bouaké.

Lors d'une intervention télévisée, vendredi soir, le ministre de la défense avait expliqué que les revendications

des soldats étaient d'ordre corporatiste : « Ils réclament l'augmentation de salaires, la réduction du temps passé dans les grades et les éclaircissements à propos d'une supposée prime [ECOMOG]. »

### UN MOUVEMENT ÉTENDU À PLUSIEURS GRANDES VILLES

A Bouaké comme à Korhogo, les tirs d'armes lourdes et automatiques ont repris dans la soirée. A Bondoukou, dans l'est, les populations sont confinées chez elles depuis 19 heures. Dans la journée, le mouvement d'humeur des militaires s'était également emparé de Man, la plus grande ville de l'ouest du pays.

Selon l'agence de presse Reuters et des sources locales de la BBC, les mutineries ont également commencé à toucher la capitale économique du pays, Abidjan. Les insurgés ont fait feu sur les bâtiments de l'état-major de l'armée, avant de s'engouffrer dans ceux du ministère de la défense, qui se situent juste en face. En fin d'après-midi, l'AFP, citant des sources concordantes, a fait état de tirs entendus dans un camp militaire d'un quartier chic de la capitale économique. Des militaires ont bloqué l'accès à un grand carrefour situé à proximité de la caserne d'Akouédo et desservant plusieurs portions de la ville, provoquant d'importants embouteillages.

La ville de Bouaké a passé une première nuit sous le contrôle des mutins, au rythme des rafales de kalachnikovs, des rodéos de soldats encagoulés.

« **NOUS AVONS L'IMPRESSI  
ON DE REVIVRE SEPTEMBRE  
2002** »

A Bouaké, le cortège terrestre du ministre de la défense – arrivé, lui, en avion – est resté bloqué par des insurgés à l'entrée sud de la ville, raconte un témoin. Le signe d'une tension perceptible dans une zone, qui a passé une première nuit sous le contrôle des mutins, au rythme des rafales de kalachnikov et des rodéos de soldats encagoulés. Le mouvement ne dispose pas encore de visage.

« Nous n'avons pas fermé l'œil de la nuit. Nous avons l'impression de revivre septembre 2002 [début de la précédente rébellion armée dans le pays]. Ils font la loi, ne s'en prennent à personne, mais on ne sait pas quand tout cela va finir », raconte, au téléphone, Berthé Fofana, enseignant dans cette localité.

A Bouaké, comme à Daloa et Korhogo passées sous le contrôle des mutins, commerces, banques et écoles sont fermés. A Odienné et Daoukro, ville de l'ancien président Henri Konan Bédié, le calme est revenu après une manifestation de soldats. Samedi, des camps militaires, comme celui d'Akouédo (dans l'est d'Abidjan), le plus grand du pays et de Tai (dans l'ouest, à la frontière du Liberia) ont tenu à se signaler en tirant des rafales en l'air.

A Abidjan, la peur s'est emparée progressivement de la ville. « Nous vaquons à nos occupations, sans trop aller loin de la maison. On voit les forces de l'ordre en patrouille pour nous rassurer, mais en Côte d'Ivoire, nous savons que tout peut aller vite. On reste donc prudents », confie, tremblante, Aline Bilé, une étudiante. Les mouvements demeureraient, à ce jour, sans violence à l'égard des populations.

LE MONDE/LP

## Maroc: le prochain gouvernement sera composé des mêmes partis que la coalition sortante (PM)

Le prochain gouvernement au Maroc sera constitué des mêmes partis que la coalition sortante, a déclaré vendredi le Premier ministre Abdelilah Benkirane, mettant ainsi fin à plusieurs semaines de blocage sur la formation du futur cabinet. « La prochaine majorité sera composée du parti Justice et développement (PJD), du Rassemblement national des indépendants (RNI, libéral), du Mouvement populaire (MP, conservateur) et du parti du Progrès et du socialisme (PPS, ex-communistes) », a indiqué à la presse M. Benkirane, cité par l'agence officielle MAP. « J'ai discuté avec les secrétaires généraux de ces partis et j'attends leur réponse pour examiner les détails relatifs à la présidence du Parlement (chambre des représentants) et aux portefeuilles ministériels », a-t-il expliqué. Après la victoire des islamistes du PJD aux législatives du 7 octobre, M. Benkirane (secrétaire général du PJD) avait été reconduit par le roi Mohammed VI à la tête du gouvernement de coalition qu'il dirige depuis cinq ans. Les négociations pour la formation du futur gouvernement ont néanmoins butté pendant près de trois mois autour de la participation du parti de l'Istiqlal (le parti historique de l'indépendance), allié de M. Benkirane, à la future majorité.

## L'ex-président tchadien Hissène Habré jugé en appel lundi à Dakar pour crimes contre l'humanité

Le président tchadien déchu Hissène Habré sera jugé en appel à partir de lundi à Dakar, sept mois après sa condamnation à perpétuité par un tribunal spécial africain, au terme d'un procès inédit censé servir d'exemple pour le continent. Hissène Habré, 73 ans, a été condamné le 30 mai 2016 pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, tortures et viols par les Chambres africaines extraordinaires (CAE), créées en vertu d'un accord entre l'Union africaine (UA) et le Sénégal, où il s'est réfugié après avoir été renversé en décembre 1990 par l'actuel président tchadien Idriss Déby Itno. Il a ensuite été condamné en juillet à payer jusqu'à 20 millions de francs CFA (plus de 30.000 euros) par victime. Face à son refus, tout au long du procès qui s'était ouvert le 20 juillet 2015.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

## Ghana: cérémonie d'investiture de Nana Akufo-Addo haute en couleur

Nana Addo Dankwa Akufo-Addo est devenu le 5e président de la IVe République au Ghana. Le nouveau président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo a prêté serment ce samedi 7 janvier devant une vingtaine de chefs d'Etat, plus de six mille invités rassemblés place de l'Indépendance, à Accra.

Le président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, drapé dans un tissu traditionnel Kenté a prêté serment la Bible dans la main droite puis en tant que commandant en chef de l'armée, il a suivi l'exécution de l'hymne national pendant qu'on tire les coups de salve. Ce cérémonial fini, le 5e président de la IVe République prend la parole, pour la première en tant que président. « Je n'abandonnerai pas le peuple ghanéen (...), notre génération doit donner un sens à la liberté et à la justice, des moments passion-



nants s'annoncent pour le Ghana ... », a-t-il déclaré, tout en égrenant sa vision du Ghana à venir.

### AMBIANCE DE FÊTE ET DES FÉLICITATIONS

La présidente du Libéria, Ellen Johnson Sirleaf, au nom des chefs d'Etat de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

félicite le président et le peuple ghanéen : « Vous, Ghanéens, vous nous avez rendus fiers, nous avons besoin de votre créativité et votre talent... ». Sous le soleil chaud mêlé du vent sec d'harmattan, la cérémonie a pris fin en début d'après-midi ouvrant ainsi l'ère d'un renouveau politique sur le Ghana.

RFI/LP

# Le monde catholique à l'épreuve de Donald Trump

**En quoi l'entrée de Donald Trump à la Maison Blanche le 20 janvier 2017 montre-t-elle l'émergence de nouveaux équilibres et une réorganisation du monde catholique au défi de la crise actuelle des modèles de mondialisation ? Thomas Tanase présente ici une réflexion solidement argumentée et particulièrement féconde.**

PAR THOMAS TANASE

L'élection de Donald Trump et la défaite d'Hillary Clinton en novembre 2016, intervenus après le Brexit du mois de juin 2016, indiquent sans doute la fin d'un cycle politique qui avait vu son apogée dans les années 1990, sous la présidence du mari d'Hillary, Bill Clinton. La mondialisation reposant sur un libre-échange économique le plus ouvert possible, appuyé sur la libre circulation des personnes et les transformations sociétales, est aujourd'hui largement remise en cause, alors que les crises actuelles semblent confusément indiquer la réémergence des États et des Nations.

Or, de manière significative, la question du vote catholique est apparue avec une importance inédite au cours de la campagne électorale américaine. De fait, cette crise remet aussi en cause le rôle d'acteur central de la mondialisation que la papauté a patiemment cherché à construire depuis les années 1960 grâce aux communautés catholiques et aux associations, et que nous avons récemment décrit sur Diploweb [1]. En quoi le test américain de novembre 2016 montre-t-il l'émergence de nouveaux équilibres et une réorganisation du monde catholique au défi de la crise actuelle des modèles de mondialisation ?

## LE PAPE FRANÇOIS ET L'AMÉRIQUE DE TRUMP : LA FIN D'UNE RELATION PRIVILÉGIÉE ?

La question catholique a d'autant plus occupé le débat public que l'échange de propos critiques entre le pape François et le candidat républicain n'est pas passé inaperçu. De nombreuses raisons expliquent la méfiance du pape, dont les critiques émises le 18 février 2016 à l'endroit de ceux « qui veulent ériger des murs » étaient une réponse directe aux propos de Donald Trump sur un pape jugé trop « politique » et, plus généralement, à une rhétorique perçue comme offensante pour les Hispaniques des États-Unis. Or ces propos ont été tenus dans l'avion qui ramenait le pape d'un important voyage apostolique qui avait commencé le 12 février 2016 par une rencontre inédite dans l'île de Cuba avec le patriarche de Russie, Cyrille.

La déclaration commune parle d'une rencontre dans une île entre Nord et Sud, Est et Ouest, alors que « la civilisation humaine est entrée dans un moment de changement d'époque ». Elle célèbre le renouveau des forces chrétiennes en Amérique latine et déplore la restriction des libertés religieuses, en particulier dans les sociétés sécularisées, évoquant

dans la foulée une intégration européenne « qui ne serait pas respectueuse des identités religieuses ». Au Mexique, le pape a célébré la messe avec les communautés indigènes du Chiapas avant de passer à Ciudad Juarez, et de célébrer une messe retransmise en simultané de l'autre côté de la frontière, dans la ville texane d'El Paso, acte qui fait pendant à son premier voyage pontifical dans l'île de Lampedusa.

## Les propos du pape sur Donald Trump

dans l'avion du retour ne sont donc pas des propos isolés, mais traduisent une véritable cohérence de la géopolitique pontificale. Il s'agit bien de renoncer à une inscription occidentaliste de la papauté, choix doublé de la critique d'un modèle de sécularisation des sociétés occidentales perçu comme agressif, destructeur sur le long terme. Il s'agit de l'élargissement d'une politique dont on peut faire remonter le fil déjà aux années 1960, dans le sillage du concile de Vatican II, politique qui consiste à vouloir s'ouvrir aux pays du Sud pour faire du catholicisme une réalité véritablement globalisée, universelle (sens même du mot catholique). Le pape argentin ne peut dès lors que redouter le retour des États-Unis à une tradition nationale fermée, dont une des premières conséquences serait de mettre le catholicisme en porte-à-faux. En effet, on oublie parfois à quel point la culture puritaine et républicaine des États-Unis était initialement hostile au catholicisme. Il a fallu la lente montée en puissance des Américains d'origine irlandaise, italienne, longtemps objet de préjugés particulièrement lourds associés à leur religion, pour que le catholicisme soit mieux accepté. Historiquement, c'est le parti démocrate qui les a le mieux intégrés : les succès de ce parti au XXe siècle ont justement été bâtis sur sa capacité à intégrer un peuple américain plus large que le seul noyau blanc et protestant du Nord industriel. Quant au retour de la papauté au centre de la scène internationale après 1945, il s'est fait en synchronie avec la politique américaine, dans le cadre de l'alliance nouée au temps de la guerre froide. L'ouverture du concile de Vatican II s'est faite en une époque de détente et d'ouverture sociétale, des États-Unis à l'Europe. La relation privilégiée entre Washington et le Vatican atteint son apogée dans les années 1980, aux temps de Ronald Reagan et de Jean-Paul II. De manière significative, ce n'est qu'à cette date, en 1984, que les relations diplomatiques entre les deux États ont été formellement rétablies. Mais parallèlement, face aux mouvements de libéralisation sociétale, la hiérarchie catholique américaine a également commencé à cette date à se rapprocher des républicains, qui combinaient l'ultralibéralisme économique avec un discours sur les valeurs inspiré des mouvements religieux protestants. C'est toujours au cours des années Reagan que s'accéléra le mouvement qui voit le vote catholique, jusque-là tendanciellement démocrate, glisser progressivement vers les républicains. Dès cette époque, le groupe catholique, dont le poids ne cesse de gon-

fler, ne peut déjà plus être décrit comme un ensemble cohérent, mais reflète de plus en plus les orientations générales de l'électorat dans son ensemble ; les « white catholics » commencent à voter en majorité pour les républicains, les hispaniques restent du côté des démocrates.

En 2005, la présence aux funérailles de Jean-Paul II du Président G.W. Bush, qui plus est accompagné de deux ex-présidents (Bush père et Bill Clinton), semble même montrer une proximité jamais connue auparavant. Toutefois, le contraste est clair entre un Bush soulignant son émotion lors de la cérémonie, et les propos de Bill Clinton, parlant d'une « mixed legacy ». C'est que malgré cette relation privilégiée, États-Unis et papauté ont chacun leur vision du monde, qui ne sauraient se confondre. Les années 1990 ont d'ailleurs vu se creuser les différences entre la papauté et la présidence démocrate de Bill Clinton, de plus en plus tournée vers les questions sociétales et le libre-échange, ce qui entraîne des affrontements sur le thème de la famille notamment à l'ONU.

La papauté elle-même adopte une position de plus en plus critique envers la libéralisation consumériste, doublée de prises de position hostiles à l'interventionnisme américain, déjà visibles lors du bombardement de la Serbie en 1999, au temps de Bill Clinton - mais plus encore lors de l'invasion de l'Irak en 2003 sous la présidence de G.W. Bush. Cela n'empêche d'ailleurs pas les électeurs catholiques américains, qui avaient encore voté à une faible majorité en faveur d'Al Gore en 2000, de préférer en 2004 G.W. Bush plutôt que J. Kerry, qui s'affiche pourtant comme un catholique pratiquant. Des chambres vaticanes à l'épiscopat américain, on se félicite des succès d'une vision conservatrice, à même de bloquer l'ouverture sociétale dont les démocrates se sont fait les promoteurs au niveau mondial. Toutefois le décalage reste patent entre la papauté et l'occidentalisme armé des États-Unis de G.W. Bush.

L'élection du pape François (2013) est aussi la conséquence de l'échec de cette politique. Échec aux États-Unis, avec l'arrivée au pouvoir d'un Barack Obama capable de faire revenir l'électorat catholique dans le camp démocrate, et de donner un nouvel élan à un modèle ouvert sur le plan sociétal. Si le Vatican a été d'emblée méfiant, ce sont surtout les évêques américains qui n'ont cessé de mener une véritable guérilla, notamment autour de l'Obamacare et de la contraception. Toutefois, cette ligne « pro-life » très conservatrice aboutit aussi au large échec électoral en 2012 du ticket républicain conduit par le mormon Mitt Romney et le catholique très conservateur Paul Ryan. Sur les rives du Tibre, c'est toute la stratégie du militantisme des « minorités créatrices » qui montre son échec avec le climat délétère qui a entraîné la renonciation de Benoît XVI en février 2013, un climat qui devait d'ailleurs beaucoup à la vague de scandales pédophiles partie du monde anglo-saxon avant de gagner l'Allema-

gne, et dont l'épicentre a été la ville de Boston.

**L'élection d'un pape argentin a donc rebattu les cartes**, en même temps qu'elle n'a fait qu'accroître la distance culturelle entre Washington et le Vatican. Après tout, José Bergoglio est issu d'un continent latino-américain pour lequel les années 1980 furent une période de dictatures et de guerres civiles impitoyables, dans lesquelles les États-Unis et la partie conservatrice de l'Église catholique ont joué leur rôle. Les jésuites, ordre dont est issu François, eurent bien des difficultés avec Jean-Paul II, qui les soupçonnait d'être trop poreux au marxisme, notamment en Amérique latine. Mais le décalage culturel entre le nouveau pape et les États-Unis n'est pas seulement sensible avec les démocrates de Barack Obama. Après tout, malgré l'éloignement culturel, l'ouverture du nouveau pape et la souplesse du Président américain ont aussi permis des convergences sur les thèmes de l'écologie, de la solidarité ou des réfugiés. Le rapprochement de Cuba et des États-Unis à partir de 2014, soutenu par la médiation pontificale, est un des symboles les plus spectaculaires de cette possibilité de nouer un dialogue, qui s'est en particulier exprimée lors de la visite du pape François aux États-Unis de 2015.

C'est en fait avec les catholiques américains que les oppositions les plus franches s'expriment très rapidement autour des thèmes de solidarité économique, tandis que commence à se développer en milieu conservateur l'idée que le pape n'aimerait pas les États-Unis. A vrai dire, les nominations cardinalices effectuées par François (dont il faut rappeler qu'elles déterminent l'élection du prochain pape) ont été un signal. Pour commencer, aucun cardinal issu des États-Unis n'a été nommé au cours des deux premières vagues de 2014 et 2015. Comme cela était prévisible, François a nommé des cardinaux originaires des États-Unis au cours de la troisième vague, annoncée le 9 octobre 2016, alors que la campagne électorale battait son plein. Toutefois, les trois nouveaux cardinaux originaires des États-Unis sont clairement des avocats de la vision du pape François. A titre d'exemple, Joseph Tobin, archevêque d'Indianapolis, s'était heurté (et l'avait emporté) au sujet des réfugiés syriens avec le gouverneur de son État, Mike Pence, un ancien catholique d'origine irlandaise converti à l'évangélisme, choisi par la suite pour devenir le colistier de Donald Trump.

La nomination de Tobin comme cardinal a surpris, dans la mesure où le siège d'Indianapolis, considéré comme trop modeste, n'avait jamais octroyé le titre cardinalice à son titulaire, ce qui montre qu'il s'agit bien d'un choix personnel du pape. En échange, à la surprise de beaucoup, l'archevêque latino-américain de Los Angeles, José Gómez, membre de l'Opus Dei, n'a lui pas obtenu la nomination cardinalice, tout au moins pas pour cette fois.

A SUIVRE...  
DIPLOWEB/LP

## CAN 2017 : Ibenge préfère plutôt une liste de 24 Léopards

**Wilson Kamavuaka, Vital N'Simba, Meshack Elia, Tulengi Sindani Ricky, Luyindama Christian, sont les cinq joueurs écartés de la sélection des Léopards pour la CAN «Gabon 2017».**

ARMEL LANGANDA

Contrairement aux informations publiées le jeudi 5 janvier dans la soirée sur la liste définitive des Léopards de la RDC pour la CAN 2017, le sélectionneur principal, Florent Ibenge, vient de fixer les esprits. Il a opté pour une liste de 24 Léopards pour la 31ème édition de la Coupe d'Afrique des nations qui ouvre ses portes le 14 janvier au Gabon.

Sur sa liste remodelée, le coach Ibenge a éliminé 5 joueurs, à savoir Wilson Kamavuaka, Vital N'Simba, Meshack Elia (TP Mazembe), Tulengi Sindani Ricky (DCMP) et Luyindama Nekadio Christian (TP Mazembe).

Il y a eu un changement sur la nouvelle liste publiée le vendredi soir depuis Mbankomo. Elia Meschack figure parmi les joueurs écartés. Le public congolais pensait peut-être revoir les talents de leur prodige qui s'était illustré lors de la dernière édition du championnat d'Afrique des nations « Chan Rwanda 2016 ».

Florent Ibenge et sa bande continuent leur préparation à Mbankomo, au centre de la Confédération africaine de football (CAF), au Cameroun. L'équipe pourra rallier le Gabon trois jours avant le démarrage de la compétition continentale.

Sur radio okapi, le sélectionneur principal des Léopards est revenu sur le match amical qui a opposé la RDC au Cameroun, le jeudi 5 janvier 2017. Match qui s'était soldé sur le score de 2-0, en faveur des Lions Indomptables.



bles. « On a vu une formation de la RDC avec des gens qui étaient nombreux dans les tribunes, ils n'ont pas joué. Mais dire qu'on est entré pour faire plaisir au pays d'accueil, c'est un petit peu insultant par rapport à l'équipe du Cameroun qui a mérité sa victoire », note Florent Ibenge.

« On n'a pas l'habitude de pleurer, on continue de travailler pour faire le meilleur résultat possible. On a perdu aujourd'hui et on l'accepte. Ça nous aide à aller travailler plus durement pour remédier tout ce qui s'est mal passé, notamment ce manque d'agressivité en deuxième mi-temps. Ce sont des choses à corriger etheureusement que ça ne se passe pas pendant la CAN », rassure le sélectionneur national des Léopards.

### Gardiens (3)

1. Kiassumbua Joël (Whollen FC/ Suisse)
2. Matampi Vumi Ley (TP Mazembe/

RD Congo)

3. Kudimbana Nicaise (Antwerp/ Belgique)

### Défenseurs (7)

4. Issama Mpeko Djo (TP Mazembe/ RD Congo)
5. Bope Bokadi Merveille (TP Mazembe/ RD Congo)
6. Lomalisa Mutambala (AS V.Club/ RD Congo)
7. Ikoko Jordan (Guingamp/ France)
8. Tisserand Marcel (FC Ingolstadt/ Allemagne)
9. Zakuani Gabriel (Peterborough/ Angleterre)
10. Fabrice N'Sakala (Alanyaspor/ Turquie)

### Milieus (7)

11. Mulumba Remy (Gazele FC Ajaccio/ France)
12. Mpoku Paul-Jose (Panathinaikos/ Grèce)
13. Hervé Kage (KV Courtrai/ Belgi-

que)

14. Mbemba Chancel (Newcastle/ Angleterre)
15. Youssuf Mulumbu (Norwich City/ Angleterre)
16. Maghoma Jacques (Birmingham/ Angleterre)
17. Kebano Neeskens (Fulham/ Allemagne)

### Attaquants (7)

18. Mubele Ndombe Firmin (Al Ahli Doha/ Qatar)
19. Junior Kabananga (Astana / Kazakhstan)
20. Jeremy Bokila Loteteka (Al Quarityyah/ Qatar)
21. Bakambu Cedrick (Villareal/ Espagne)
22. Bolingi Mpangi Jonathan (TP Mazembe/ RD Congo)
23. Botaka Jordan (Charlton/ Angleterre)
24. Mbokani Bezua Dieumerici (Hull City/ Angleterre)

## Enfin, Trésor Mputu totalement libre

Trésor Mputu Mabi peut tranquillement reprendre toutes ses activités sportives.

C'est la dernière décision rendue publique par la fédération internationale de football association (FIFA).

Après un an et demi de procédures, l'ancien capitaine du TP Mazembe a enfin été autorisé à rejoindre en faveur des Corbeaux de Lubumbashi !

« La FIFA a autorisé la FECOFA à qualifier Trésor Mputu Mabi en réponse à la dernière demande de la Fédération congolaise, en mars 2016. C'est le Chairman Moïse Katumbi qui a reçu, le premier, la nouvelle avant de nous la transmettre ce samedi 7 janvier soir », s'est réjoui le vainqueur de la Coupe de la CAF sur son site officiel.

Le milieu offensif de 31 ans se considérait libre depuis avril 2015, tan-



dis que son club précédent, Kabuscorp, estimait qu'il lui devait encore une année de contrat. Mais la FIFA a tranché en sa faveur et le

chouchou du Kamalondo « pourra, en principe, faire ses débuts sous les couleurs du TPM dans quelques jours. Ne s'étant pas acquitté de la totalité de

l'indemnité dans le transfert de Trésor, le club angolais de Kabuscorp doit payer une somme de 1.500.000 \$ et des pénalités au TPM », ajoutent par ailleurs les Corbeaux, qui obtiennent donc gain de cause également dans un autre volet de « l'affaire ».

Pour rappel, Trésor Mputu avait quitté le club angolais de Kabuscorp à la suite d'un conflit de contrat. Par la suite, Kabuscorp avait contesté son départ à travers la Fédération angolaise de football et réclamait une indemnisation pour rupture de contrat abusive, devant les instances de la FIFA, lesquelles ont requalifié le joueur. Trésor Mputu Mabi, était obligé de payer une somme de 2 millions de dollars américains au club angolais de Kabuscorp de Palanca pour n'avoir pas conclu le contrat qui le liait à Kabuscorp, comme l'avait recommandé la FIFA en mai 2016.

**LePotentiel**  
Quotidien d'informations générales

**FONDATEUR**  
Modeste Mutinga Mutuashayi  
le 12 octobre 1982  
Autorisation n° 04/00015/DI/82  
Siège social :  
873, av. du Bas-Congo  
Kinshasa-Gombe  
B.P. 11 338, Kinshasa I, RDC  
E-mail :  
lepotentiel@yahoo.com  
www.lepotentielonline.com

**DIRECTION GÉNÉRALE**  
**ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ**  
Willy Kabwe  
099 99 99 546

**CONSEILLER TECHNIQUE**  
Ben-Clet Kankonde Dambu  
081 525 09 89

**RÉDACTION**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Faustin Kuediasala  
081 904 17 63

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Amédée Mwarabu K. 085 489 82 27

**SECRÉTAIRES DE RÉDACTION**  
Richard Ngapi 081 685 05 14  
St Augustin Kinienzi 081 515 86 44

**POLITIQUE**  
Olivier Dioso 082 516 48 03  
Pitshou Mulumba 081 476 61 56  
Médard Muyaya 081 069 11 22  
Ludi Cardoso 081 302 64 40

**ÉCONOMIE**  
Olivier Kaforo 081 525 45 55

**SOCIÉTÉ & PROVINCES**  
Véron Kongo 099 852 69 77  
Donatien Ngandu M. 081 507 53 87  
Florent N'Lunda 081 493 78 50  
Lucie Ngusi 081 001 42 22

**SPORTS**  
Armel Langanda 081 194 58 60

**INTERNATIONAL**  
Cyprien Kapuku 097 047 77 70

**CULTURE & NTIC**  
Bienvenu Ipan 089 827 34 11

**COLLABORATEURS EXTERIEURS**  
Thembo Kash (Caricaturiste)  
Robert Kongo (France)

**RÉALISATION**

**METTEURS EN PAGE**  
José Kapwasa 081 324 96 68  
Odon Modjiri 099 824 14 10

**DOCUMENTATION**

Delphin Bateko 081 223 73 93

**LEPOTENTIELONLINE.COM**

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Stanislas Ntambwe 097 143 99 69

**ADMINISTRATION & FINANCES**

**CHEF DE SERVICE**  
Albert Tshiambi 081 493 47 53  
**CAISSIÈRE**  
Colette Kankunku 0997 69 81 07

**INTENDANT**  
Constantin Mpoyi 099 853 36 48

**MARKETING & COMMERCIAL**

**CONSEILLER**  
Franck Lukusa 081 197 76 09  
**AGENTS COMMERCIAUX**  
John Rushimba 099 899 85 72

**IMPRIMERIE 7**

**CHEF DE SERVICE**  
Paulin Nkongolo 085 395 42 26

Édité par  
Groupe de presse MEDIA 7



# Lu pour vous : « Pour une démocratie concertée en Afrique noire »

**Le livre de Bruno Kaimwa Maneno, professeur des Universités, est sous-titré « Gage du développement local et du bien-être social ».**

**BIENVENU IPAN**

L'ouvrage « Pour une démocratie concertée en Afrique noire. Gage du développement local et du bien-être social », a été publié en mars 2016, chez l'Harmattan, à Paris.

L'auteur, Bruno Kaimwa Maneno, définit la démocratie concertée comme un mode de gestion des affaires publiques qui va au-delà de la simple participation citoyenne. Il ajoute que « la concertation est un mode de gestion publique républicaine. La démocratie concertée privilégie les intérêts de la République. La démocratie concertée est une école de formation et d'information de la population, au niveau local, provincial et national. Le choix du terme concertation est nôtre (congolaise) ».

Trois justifications majeures expliquent le choix de ce concept. En premier lieu, il parle d'une concertation régulière, permanente et continue, modèle de gestion de la vie publique capable de stabiliser la société locale et nationale. Il recommande les différentes entités à « apprendre à résoudre leurs querelles et différences dans un climat de confiance et de respect mutuel ».

En deuxième lieu, l'écri-

vain s'est inspiré d'une logique analogique qui part du concert musical à la logique politique. Le chef d'orchestre, chargé de commander le groupe musical, a la charge de chercher l'harmonie dans la combinaison de différentes voix des membres du chœur. Chaque chanteur participe avec sa voix différente de toutes les autres.

Le chef d'orchestre et les chanteurs fournissent tous des efforts considérables pour créer l'harmonie dans l'œuvre finale, fruit de la combinaison des efforts de chacun de membres. Des efforts coordonnés et ordonnés, qui obéissent aux normes de l'équipe.

Enfin, le choix de l'auteur répond à la logique de gestion de la vie dans la société traditionnelle congolaise. Cette société se voulait communautaire et la prise des décisions était concertée.

**GAGE POUR LA PAIX**

Dans son premier chapitre, Bruno Kaimwa explique comment l'Afrique est à la recherche d'un Etat idéal. Il y démontre aussi comment le continent africain est arrivé à la préférence de l'Etat décentralisé.

Dans le chapitre 2, l'auteur démontre que chaque fois qu'un Africain entrait dans une zone de turbulence politique qui mettait en danger la survie de l'Etat, la population se tournait vers un groupe social qu'elle croyait être capable de trouver des solutions aux problèmes de



l'heure. Ainsi, chaque période de la vie sociopolitique a connu ses héros. Ceci, parce que la société a toujours besoin d'un leadership qu'il doit suivre.

Dans le troisième chapitre, Bruno Kaimwa s'attelle à la promotion des valeurs démocratiques, républicaines et de la mise en place des institutions publiques rationnelles. La perte des valeurs dans une société est un grand mal qui mérite des remèdes appropriés, car ce mal a parfois été considéré comme le début de la fin pour chaque société humaine organisée.

Dans le chapitre 4, Bruno Kaimwa démontre comment la démocratie concertée est un gage pour la paix, le développement local et le bien-être social en Afrique.

Pour ce faire, recommande-t-il, « la concertation au sein de l'Etat démocratique décentralisé doit se faire sur le plan spatial et sur le plan

temporel. Sur le plan spatial, la concertation doit être verticale et horizontale. Sur le plan vertical, les entités locales, provinciales et nationales doivent se concerter régulièrement. Sur le plan horizontal par contre, les entités traitent à égalité, partagent leurs expériences dans presque tous les domaines de la vie sociopolitique, discutent sur les possibles solutions envisagées aux problèmes sociopolitiques et se mettent ensemble pour faire face aux problèmes qui les préoccupent. Cette concertation concerne les entités locales entre elles, les provinces entre elles et les institutions du pouvoir central entre elles. Sur le plan temporel, nous avons identifié deux types de concertations : la concertation régulière ou ordinaire, la concertation irrégulière, préventive ou curative ».

Docteur en Études Internationales et Interculturelles de l'Université de Deusto en Espagne, Bruno Kaimwa Maneno est détenteur d'un Master en politiques publiques, bonne gouvernance et intégration sociale co-organisé par l'Université de Palermo en Italie et l'Université de Deusto en Espagne. Bruno Kaimwa Maneno est professeur des Universités en RD Congo. Ses domaines de recherche sont la décentralisation, les politiques publiques, les politiques locales, l'économie locale, le développement personnel et les études internationales et interculturelles.

## Ouganda : les populations de Kampala accèdent gratuitement à Internet

**B. IPAN/ AGENCE ECOFIN**

Les populations de Kampala accèdent gratuitement à Internet presque n'importe où dans la capitale. Le service, annoncé depuis juillet dernier par le ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), a pour objectifs d'améliorer l'accès des Ougandais au web ; d'améliorer leur rapport avec le numérique ; ainsi que de susciter la recherche et l'apprentissage qui soutiennent l'innovation afin d'aboutir à la transformation numérique désirée par le pays.

Frank Tumwebaze, le ministre des TIC, a expliqué



qu'à travers le déploiement du Wi-Fi gratuit à Kampala, le gouvernement ougandais

veut que l'Internet ne soit plus considéré comme un produit de luxe, mais devienne un

produit de première nécessité. Le déploiement de l'Internet sans fil gratuit à Kampala, le ministre des TIC a indiqué qu'il a été rendu possible grâce au financement du projet d'Infrastructure nationale de fibre optique (NBI) dont la 3ème phase est presque achevée. Après Kampala, il est prévu que la ville d'Entebbe accueille également la même facilité. Le service est disponible de 6h à 18h. Les consommateurs ne pourront pas télécharger de vidéos ou de musiques. Le régulateur télécoms aura en charge la gestion des connexions pour protéger le réseau des cyberattaques.

## Cardinal Frederick Etsou : 10 ans déjà

**L'Eglise du Congo et l'Archidiocèse de Kinshasa ainsi que la congrégation des Missionnaires des Pères de Scheut font mémoire de la disparition de Mgr Frédéric Etsou, archevêque de Kinshasa que Dieu a bien voulu rappeler dans sa félicité le 6 janvier 2007.**

A cet effet, une série d'activités est organisée dénommée « Journées Cardinal Etsou ». Déjà, le jeudi 5 janvier 2017, une conférence a été organisée à son honneur sur « l'engagement de l'Eglise pour la construction de la paix en RDC » devant le cardinal Laurent Monsengwo, archevêque de Kinshasa.

L'un des intervenants, l'abbé José Mpundu, connu pour ses interventions musclées, est revenu sur ce thème en se posant deux questions d'une grande importance et d'une quintessence sans précédent : quand on parle de la paix, de quelle paix s'agit-il et comment l'Eglise doit-elle s'engager ?

Répondant à la question de savoir si tout le monde a la même vision de la paix, le conférencier s'est référé à Jésus qui dit : je vous laisse la paix, je vous donne la paix mais pas à la manière du monde. Il s'est posé ensuite la question de savoir « de quel monde » dont parlait Jésus.

Certes, le monde dont parle Jésus est celui dominé, à son époque, par la *Pax Romana*, la paix romaine, car les Juifs sont sous domination des Romains ; une paix imposée par la force des armes, l'appel à l'ordre établi par les dominants romains, une

exploitation des peuples conquis au bénéfice de l'Empereur, la résignation totale, on pille au nom de la paix : *qui vis pacem para bellum* (qui veut la paix, prépare la guerre).

### LA PAIX HIER COMME AUJOURD'HUI

Pour l'orateur, cette manière de faire refait surface aujourd'hui quand on voit ce que font les « grandes puissances » en intervenant en Syrie, en Irak, en RDC, etc. Poursuivant sa démarche, l'abbé José Mpundu a souligné que toute personne qui s'oppose à ces puissants est éliminé psychologiquement. On la traite de faux opposant et économiquement aussi.

Pour répondre à cette question sur la vraie paix, il note qu'elle porte trois noms : la vraie paix est celle de Jésus et s'appelle amour, justice et vérité, a-t-il souligné. Il a ensuite ajouté que la paix s'appelle aussi développement des peuples, selon le Pape Paul VI dans son encyclique « *Populorum Progressio* » de 1976 qui stipule que le développement est le nouveau nom de la paix. Ce qui appelle, selon lui, à une responsabilité collective pour éviter la guerre et promouvoir la paix.

Répondant à la deuxième préoccupation, celle de savoir : quel engagement de l'Eglise pour la recherche de la paix, l'abbé José Mpundu a souhaité des vrais témoignages : « Sommes-nous réellement les témoins de la paix de Jésus en RDC ? s'est-il interrogé surtout quand



tout se résume dans nos milieux de vie même au sein de l'Eglise par l'hypocrisie et le mensonge ».

L'Eglise est-elle témoin de la vérité, de la justice et l'amour pour la construction de la paix ? Pour lui, cependant, l'Eglise devrait agir en osant dire la vérité sur l'histoire de la RDC hier comme aujourd'hui marqué par la domination. Un pays dépendant politiquement, économiquement et culturellement.

Quel est le Président choisi librement en RDC depuis l'indépendance, comment doit-on attendre de quelqu'un qui est arrivé au pouvoir grâce aux puissances étrangères qu'il puisse nous être redevable ? A toutes ces préoccupations, l'abbé José Mpundu, membre du Groupe Amos d'heureuse mémoire, a conclu que la vraie paix, c'est la justice miséricorde ; « la vraie paix, c'est celle de Jésus ».

A la question de savoir quelle alternative proposée à la dépendance de la RDC, l'Abbé Mpundu a proposé quatre piliers essentiels : l'éga-

lité de tous et à tous les niveaux, la vérité qui rend libre, la justice distributive et la justice miséricorde. « *il faut réunir les moyens pour les élections afin de sortir de la dépendance, il faut un autre dialogue. Le vrai, entre les puissances coloniales et les Congolais, car notre sort a été scellé en 1885* », a-t-il martelé.

Pour sa part, le cardinal Monsengwo a reconnu à son prédécesseur un sens de partage, d'amour pour les pauvres : « *le cardinal Etsou avait le cœur sur la main. Il avait même laissé tout son trésor aux pères Scheutistes pour la maison de la paix pour la formation des enfants pauvres* », a-t-il souligné.

Les « journées Cardinal Etsou » se sont poursuivies avec une représentation théâtrale sur l'illustre disparue ainsi qu'un concert religieux, le vendredi 06 janvier 2017, à la Paroisse Notre-Dame de Fatima et une messe d'action de grâce est prévue ce lundi 09 janvier à la paroisse St Raphaël de Limete.

CP

### Depuis août 2016

## OCHA recense 140 morts dues aux violences dans les provinces du Kasai

Selon OCHA, 140 personnes sont mortes dans les violences enregistrées dans les provinces du Kasai, Kasai-Central et Kasai-Oriental depuis le mois d'août 2016. « Des dizaines de milliers de civils innocents vivant dans les provinces du Kasai, Kasai-Central et Kasai-Oriental du centre de la République Démocratique du Congo sont affectés par une spirale de violence depuis août 2016 née de tensions entre les autorités congolaises et la milice d'un chef local connu sous le nom de Kamuina Nsapu, dans le territoire de Dibaya, au Ka-

sai-Central », indique un communiqué du coordonnateur humanitaire, Mamadou Diallo.

Les hommes du chef milicien Kamuina Nsapu se sont affrontés avec les forces de l'ordre au mois d'août dernier, faisant de nombreuses victimes. Kamuina Nsapu a également perdu la vie au cours de ces combats. Selon OCHA, ces violences du mois d'août ont entraîné la mort de plus de 100 personnes parmi les civils, les hommes de la milice et les forces de sécurité de l'Etat. Des dégâts matériels ont également été enregistrés.

L'agence onusienne indique que des dizaines de mineurs auraient été enrôlés dans les rangs de la milice. Le communiqué d'OCHA fait état de nouvelles violences qui ont éclaté en septembre, opposant la milice et les forces de sécurité de l'Etat, entraînant la mort de près de 40 personnes à Kananga au Kasai-Central. En décembre, une mission conjointe dirigée par OCHA a déterminé que quelque 150 000 personnes sont affectées par la violence.

Pour l'agence humanitaire, « il y a un besoin urgent de financement pour

venir en aide aux populations affectées puisqu'à ce jour, seulement 15 000 personnes ont reçu une aide directe en espèces grâce aux activités appuyées par UNICEF ».

Mamadou Diallo juge « très préoccupant de constater que les besoins humanitaires augmentent de façon si dramatique dans les provinces du Kasai ». Il estime qu'il est impératif qu'une attention soutenue soit accordée à ceux qui sont touchés par les crises humanitaires quel que soit l'endroit où elles se trouvent.

RO/LP

### APOSTROPHE

**Il n'y aura rien !**

BEN-CLET

**19 décembre**

« *Il n'y aura rien ! Il n'y aura rien !* ». Ce refrain a été répété à maintes reprises avec arrogance, sur un air sarcastique, par d'honnêtes plaisantins. C'était à l'avant-veille de l'emblématique 19 décembre 2016.

L'opinion aimerait savoir, aujourd'hui, s'il ne s'était effectivement rien passé ce jour-là. Dans tous les cas, la réponse à cette interrogation est fonction du degré de malhonnêteté de celui qui y répond.

Sans vouloir manipuler quiconque, la vérité est qu'il s'est passé pas mal de choses inacceptables. Pour ne pas effaroucher les Apostrophiles, voire les Apostrophobes, énumérons quelques cas anecdotiques.

Qui, donc, avait prétendu qu'il n'y aurait rien ? Eh bien, en vérité, le soleil s'est nonchalamment levé en Orient pour se coucher en Occident, comme le jour où Hitler se suicida en Allemagne ; comme le jour où *Little boy* cracha un champignon de feu sur Hiroshima le 6 août 1945.

En vérité, ce jour-là, la République a pleuré des dizaines de ses fils et filles arrachés à la vie, par des balles crachées par des armes de guerre.

En vérité, ce jour-là, la République a été contrainte de mobiliser des centaines de policiers et de soldats dans certaines villes du pays, pour faire face à d'éventuels manifestants en colère.

En vérité, ce jour-là, la République a dépensé des sommes non budgétairement prévues en vue de motiver les troupes déployées ça et là.

En vérité, la République a été plongée dans une ville morte « nationale » : pas de marchés, pas de restauration, pas de trafic routier, pas d'écoles, pas d'administration. Un manque à gagner tout aussi national.

En vérité, certaines familles aisées s'étaient exilées loin du tumulte congolais. Avec tout ça, rien ne s'était-il passé ?